

LE SOLEIL

www.cyberpresse.ca

QUÉBEC, LE DIMANCHE 26 MAI 2002

Caroline Brunet renoue avec la victoire



La kayakiste Caroline Brunet est revenue à la compétition après une absence de 18 mois en remportant la victoire dans la première finale de K-1 (500 mètres) des essais canadiens hier à Montréal. L'athlète de Lac-Beauport était très heureuse de sa performance. « Je me sens vraiment bien. C'était ma première compétition depuis longtemps et je suis contente que ce soit terminé et surtout bien terminé. » Les détails en page S6.

Le médecin imaginaire



Gilles Carignan
GCarignan@lesoleil.com

À CANNES

Très belle photo hier matin dans le journal *Libération*. Plan large, pris à ras du sol, d'une salle à manger déserte du très chic Carlton. Déserte, comme dans fin des festivités, retour à la tranquillité. Et puis, un petit détail attire le regard, à gauche. Sortant de nulle part, un bras, allongé par terre, dont le ou la titulaire est voilé(e) par la longue nappe d'une table. Un festivalier complètement K-O. d'avoir trop vu ou, plus plausible, trop bu?

Le beau cliché de Caroline Delmotte traduit bien l'état d'esprit du moment. En ce samedi matin ensoleillé, annonçant une autre très chaude journée sur la Croisette, Cannes se vidait doucement. Plusieurs avaient déjà plié bagage, au Majestic, au Carlton, sans doute aussi à l'hôtel retiré de la ville voisine, Antibes, où lo-

Seul film en compétition réalisé par une femme, Nicole Garcia

geaient plusieurs des gros bonnets d'Hollywood.

Dans ce climat de veille de fermeture, les dernières stars sont venues faire leur petit numéro devant la presse. Il y avait Sandra Bullock, pour la présentation hors compétition de *Meurtre en équation*, film de Barbet Schroeder déjà sorti à Québec et que la France découvre sous le plus joli titre de *Calculs meurtriers*. Il y avait aussi Antonio Banderas, accompagnant le chouhou local Brian De Palma pour la présentation dans la nuit de *Femme fatale*, toujours hors compétition. Bref, le spectacle n'était pas fini, tant pis pour ceux qui avaient trop bu. Cannes avait

Voir MÉDECIN en A 2 ►

La loterie des palmes Page B1

Unis pour éviter la guerre

Bush et Poutine multiplient les démarches pour amener au dialogue l'Inde et le Pakistan

■ SAINT-PÉTERSBOURG, Russie (AFP) — Les présidents Vladimir Poutine et George Bush ont multiplié les démarches, hier à Saint-Petersbourg, pour éviter que l'Inde et le Pakistan ne s'engagent dans une quatrième guerre potentiellement nucléaire sur le Cachemire. Les tests réussis, hier et cette nuit, par le Pakistan de missiles balistiques pouvant être équipés d'armes nucléaires, et susceptibles de frapper partout sur le territoire indien, ont singulièrement et brutalement dramatisé la confrontation entre les deux géants du sud-ouest asiatique.

Au second jour d'un sommet américano-russe qui devait être surtout consacré à la culture et à la détente, tous deux se sont concertés et ont manifesté leur « profonde inquiétude » devant la tension régnant à nouveau depuis une semaine entre ces deux puissances nucléaires. Elles avaient déjà failli entrer en guerre il y a deux ans.

M. Poutine a appelé le premier ministre indien, Atal Behari Vajpayee, et le président pakistanais, Pervez Musharraf, à participer début juin à Almaty, au Kazakhstan, à un sommet régional sur la coopération en Asie auquel il participera. « Ce serait l'occasion pour nous de discuter de ces choses », a-t-il dit.

M. Bush a encouragé cette initiative et appelé à une désescalade. Mais il a surtout accentué la pression sur le gé-

néral Musharraf pour qu'il démontre enfin, comme il l'avait promis en janvier, qu'il ne tolérerait pas que le Pakistan serve de base arrière à des actes terroristes contre l'Inde.

Alliée traditionnelle de l'Inde, la Russie en est aussi l'un des plus grands fournisseurs d'armes, tandis que M. Bush a rétabli un dialogue étroit avec le Pakistan, depuis les attentats du 11 septembre, tout en maintenant des relations amicales avec New Delhi.

Le chef de la diplomatie américaine, Colin Powell, qui a accompagné M. Bush en Russie, a averti au cours d'une conférence de presse que le risque d'hostilités ouvertes entre les deux pays était réel.

Voir GUERRE en A 2 ►

Daniel Tremblay et sa famille ont choisi la vie dans une ville nordique

DOSSIER

L'AVENIR DES MINES

DEUXIÈME DE TROIS

Quelle est la situation minière du Québec? LE SOLEIL s'est particulièrement intéressé à l'état de l'industrie. Découverte: plusieurs acteurs commencent à s'inquiéter. Le renouvellement des réserves cause problème et menace plusieurs emplois, particulièrement en Abitibi. Le secteur de l'amiante est dans une situation plus précaire qu'on ne le croyait et l'industrie du fer vit les jours les plus sombres de son histoire. Un espoir: le diamant, qui vient de déclencher un nouveau Klondike sur la province. Nos journalistes rendent compte.

STEEVE PARADIS

Collaboration spéciale

■ FERMONT (Nouveau-Québec) — « Ça fait deux ans que je ne suis pas descendu en ville. Au lieu d'aller en bas (entendre au sud), on a construit un chalet et on va à la pêche avec toute la famille. Pour moi, c'est le bonheur ici, je ne demande pas mieux. »

S'il décidait un jour de quitter la compagnie minière Québec Cartier, Daniel Tremblay pourrait facilement devenir agent de promotion pour Fermont. Il adore la vie nordique, tellement qu'il ne cherchait qu'à y revenir les années où il a vécu en bas. Il se faisait d'ailleurs un devoir de revenir dans la Caniapiscu au moins deux fois par année, dont un pour la chasse au caribou, sa pas-

sion. « Je ne faisais que rêver de revenir ici », confie ce natif de Labrador City, autre ville minière à quelques kilomètres au nord de Fermont. Le rêve du *Newfie French*, comme on dit là-bas,

Voir TREMBLAY en A 2 ►

L'industrie du fer rouille Page A 8

La mine comme art de vie Page A 9



Daniel Tremblay au pied de son gigantesque camion.

SOMMAIRE

Actualités	A 3	Québec / Canada	A 5
Agenda	B 6	Oiseaux et cie	B 6
Arts et vie	B 1	Petites annonces	S 13
Décès	B 10	Sports	S 1
Divers	B 11	Statistiques	S 8
Est et Côte-Nord	A 13	Télévision	B 2
Le monde	A 10		

LA MÉTÉO

Maximum 17, minimum 8

Plutôt nuageux. Vents de l'est à 10 km/h tournant au sud-ouest à 20 km/h. Détails page S20.

Précipitations (à 13 h hier)

Ce mois-ci: 64,8 mm L'an dernier: 26,8 mm
Cet été: 64,8 mm L'été dernier: 26,8 mm

QUÉBEC, 106^e ANNÉE, N° 146
FLORIDE, 1,75 \$ US

MONTREAL, OTTAWA 87¢ PLUS TAXES

65¢ PLUS TAXES



Le 24 mai 1972, les chefs syndicaux (Louis Laberge, Marcel Pepin et Yvon Charbonneau) quittent le palais de justice après avoir rempli les formalités nécessaires à leur mise en liberté provisoire.

L'emprisonnement des 3 chefs syndicaux

Il y a 30 ans, le Québec vivait une crise sociale sans précédent

GILBERT LEDUC

GLeduc@lesoleil.com

Il y a 30 ans ces jours-ci, le Québec émergeait d'une crise sociale sans précédent qui avait culminé avec une grève générale des services publics et l'emprisonnement des trois chefs syndicaux Yvon Charbonneau, Louis Laberge et Marcel Pepin.

En ce printemps turbulent de 1972, le ministre de la Fonction publique de l'époque, un certain Jean-Paul L'Allier, avait vainement plaidé auprès de ses collègues du Conseil des ministres pour la poursuite des négociations.

Voir CHEFS en A 2 ►

Le fil des événements Page A 5

Les demandes et les résultats Page A 5



LA KIA SEDONA

LA MEILLEURE GARANTIE DE L'INDUSTRIE

- Garantie de base 5 ans/100 000 km
- Garantie sur le groupe motopropulseur de 5 ans/100 000 km
- Assistance routière Avantage plus de 5 ans/100 000 km

Enfin, la qualité accessible à tous!

GARANTIE AVANTAGE PLUS 5-5-5

INDICE DE SÉCURITÉ ANTI-IMPACT 5 ÉTOILES

259⁵⁹\$
COMPTANT DE 3995¹

0% À L'ACHAT
MAXIMUM 36 MOIS

KIA

KIA QUÉBEC

5055, boul. des Gradins

626-8600

MÉDECIN

Suite de la Une

encore quelques images à montrer hier. Car il y avait surtout présentation du tout dernier film d'une compétition déjà très forte, sans aucun doute la plus relevée des dernières années de l'avis de plusieurs habitués. Une sélection casse-tête pour le jury de David Lynch, tant le nombre de films « palmables » est grand.

Heureusement, ou malheureusement, *L'Adversaire* de Nicole Garcia ne devrait pas compliquer davantage la tâche des neuf jurés. Non pas qu'il s'agisse d'un mauvais film, loin de là. Mais la compétition a livré depuis 10 jours plus remuant.

Seul film réalisé par une femme dans une sélection bien masculine — autant devant que derrière la caméra — *L'Adversaire* prend sa source dans le même fait divers horrible qui avait inspiré à Laurent Cantet le (trop ?) récent *L'Emploi du temps*. Il s'agit de ce drame horrible qui avait ébranlé la France en 1993. Celui d'un homme désœuvré qui avait liquidé tous ses proches, femme, enfants et parents, après leur avoir fait croire pendant 18 ans qu'il était médecin, alors qu'il ne travaillait pas.

Contrairement au film de Cantet, le quatrième de Nicole Garcia s'attarde à restituer avec fidélité la trajectoire de la tragédie, s'inspirant du roman qu'en avait tiré Emmanuel Carrère. Son film est l'histoire d'un homme entraîné à sa perte par l'accumulation des mensonges. Un petit mensonge d'abord, celui d'un examen à la faculté de médecine auquel il ne s'est pas présenté, puis un autre, et un autre, à sa femme, ses parents, ses amis...

Toute la vie de cet homme n'aura été qu'une longue illusion dans laquelle il s'est enfoncé. Et il l'aura si bien jouée que nul n'a su percevoir les mystères. Nul n'aura découvert qu'il n'a jamais travaillé à l'Organisation mon-

diale de la santé comme il le prétendait. Que les colloques internationaux auxquels ils disaient participer, il les passait seul dans une chambre d'hôtel à l'aéroport. Que le fric que commandait son statut professionnel, il le chi-pait aux proches dont il gérât les affaires. Rien n'a paru, pendant 18 longues années! Une histoire hallucinante, à la limite du vraisemblable, malheureusement réelle.

La véritable tragédie de cette affaire, au-delà des meurtres impardonnables de l'acte final, peut se poser ainsi: comment un homme si bien entouré a pu tout faire passer sans que personne ne découvre son jeu? «Peut-être ne l'ai-je pas bien écouté», admettra timidement dans le film son meilleur ami.

L'Adversaire, qui met en vedette Daniel Auteuil, Géraldine Pailhas et Emmanuelle Devos, ne cherche pas à comprendre l'explicable, à juger ses personnages, à poser un diagnostic. Nicole Garcia se limite à illustrer simplement la vie de cet homme pathétique au départ, dément à l'arrivée. «À travers quelque chose de monstrueux, j'ai voulu découvrir l'humanité là où on pense qu'il n'y en a plus», a confié l'actrice et réalisatrice après la projection.

Daniel Auteuil interprète avec son égale habileté cet homme aux mille masques. «C'est un scénario, des scènes, et il faut les jouer», a-t-il dit du fait de prendre les traits d'un homme survivant de son drame, toujours écorché quelque part. «Il existe, mais on n'y pense pas trop, on laisse flotter».

Auteuil, saisissant dans la scène finale, très dure, où son personnage se livre à une tuerie abjecte, ajoute: «Je n'ai pas essayé de comprendre, de juger ou de le rendre sympathique, a dit encore Auteuil. C'est tout le travail autour du poids du mensonge qui m'a fasciné».

Et le mensonge ne demeure-t-il pas l'un des plus beaux sujets de cinéma?

CHEFS

Suite de la Une

M. L'Allier a cependant fini par être «tassé» par son patron Robert Bourassa, a constaté LE SOLEIL, qui a consulté aux Archives nationales les minutes des délibérations des séances du Conseil des ministres de l'époque.

Début mai 1972, Jean-Paul L'Allier s'apprête à rencontrer les chefs syndicaux pour une autre séance de négociations, lorsqu'il apprend que son collègue de la Justice, Jérôme Choquette, vient de déposer à la Cour supérieure une requête d'outrage au tribunal contre Yvon Charbonneau, Louis Laberge et Marcel Pepin.

Ceux-ci incitaient ouvertement leurs membres à défier les injonctions forçant les travailleurs du secteur public à cesser leur grève générale illimitée.

Dans les heures qui suivent, les chefs de la CEQ, de la FTQ et de la CSN seront envoyés au bagne en compagnie d'une trentaine d'autres dirigeants syndicaux. Le Québec vit alors une autre crise, moins de deux ans après la Crise d'octobre.

Trente ans plus tard, Jean-Paul L'Allier raconte qu'il n'avait pas été le seul membre du gouvernement à apprendre par la bande le geste posé par Jérôme Choquette. «Pour moi, à titre de négociateur, c'était comme lancer un bâton de baseball dans une horlogerie fort complexe. Les chefs syndicaux étant derrière les barreaux, ça posait tout le problème de la négociation».

Dans les jours qui suivent l'emprisonnement des chefs syndicaux à Orsainville, Robert Bourassa dégomme Jean-Paul L'Allier et confie la négociation du secteur public à son pompier en chef et ministre du Travail et de la Main-d'œuvre, Jean Cournoyer.

«On m'a tassé, mais j'ai accepté ça. Je ne me suis pas obstiné à rester là, raconte aujourd'hui le maire de Québec. Dans le contexte d'une négociation, il n'est pas rare que le négociateur de la phase initiale se fasse mettre de côté. Évidemment, j'aurai aimé aller jusqu'au bout. On était rendu au huitième ou au neuvième jour de grève générale illimitée et il y avait des membres du Conseil des ministres qui commençaient à avoir peur. M. Bourassa a alors demandé à M. Cournoyer de prendre le relais».

JEAN COUNROYER SE RAPPELLE

«Il régnait, au Québec, un climat de désobéissance civile. La pression sur le gouvernement était épouvantable. Il y avait Michel Chartrand (alors secrétaire général du Conseil central de Montréal de la CSN) qui criait dans la rue.

«Le gros Dédé Desjardins qui brassait pour faire sortir Ti-Louis Laberge de prison. Il y a des barres de fer qui revolaient...

«Il était clair, dans l'esprit de la plupart des gens, que les syndicats avaient voulu affronter le gouverne-

ment, qui, lui, ne pouvait pas plier devant eux. On n'avait pas le choix», affirme aujourd'hui Claude Castonguay, alors ministre des Affaires sociales, en précisant que l'on avait pu éviter le pire, à l'époque, dans le réseau de la santé.

«Il n'y avait pas de crise mais la perception au sein de la population voulait que les syndicats étaient sur le point de prendre le contrôle de la province», exprime pour sa part M. L'Allier.

«Les chefs syndicaux avaient un peu couru après en défiant ouvertement les juges»

Avouant qu'il avait été surpris de voir les chefs syndicaux défier les injonctions de retour au travail, M. L'Allier estime qu'il ne fallait pas s'étonner du verdict du tribunal les envoyant en prison. «Les chefs syndicaux avaient un peu couru après en défiant ouvertement les juges. Ces derniers ne pouvaient pas laisser des citoyens se moquer d'eux sous prétexte qu'ils sont des chefs syndicaux».

Pour Jérôme Choquette, la situation réclamait une intervention de sa part. «Je devais prendre mes responsabilités pour préserver l'ordre public et faire en sorte d'assurer le respect entier de l'autorité de la cour», expose-t-il au SOLEIL en indiquant ne regretter nullement, 30 ans plus tard, avoir déposé une plainte d'outrage au tribunal contre le trio Charbonneau-Laberge-Pépin. «Personne n'est au-dessus de la loi».

Pour le procureur général et ministre de la Justice de l'époque, il aurait été «catastrophique» de ne pas agir. «Il y avait tous ces citoyens sans défense — les malades mentaux, les malades chroniques — qu'il fallait protéger contre les arrêts de travail décrétés par les syndicats».

S'il reconnaît que son initiative personnelle — «ce n'était pas une décision gouvernementale» — plaçait ses collègues engagés dans les négociations dans une position pour le moins délicate, M. Choquette — qui continue de pratiquer le droit à Montréal — estimait que la justice devrait prévaloir sur tout dans une situation semblable.

Pour Claude Castonguay, les événements auraient pu prendre une tournure différente si le juge Pierre Côté — celui qui a ordonné l'emprisonnement des ténors du Front commun — n'avait pas rendu son jugement avec autant d'empressement. Quatre jours après leur comparution, les syndicalistes étaient envoyés derrière les barreaux.

«Le juge Côté s'est toujours gloriifié de rendre ses verdicts rapidement. Il est clair que son jugement est venu mettre de l'huile sur le feu. Je déplore qu'il n'ait pas réalisé qu'il aurait été sage, dans ce cas-ci, de laisser les esprits se calmer un peu avant de rendre sa décision».

GUERRE

Suite de la Une

«Chaque fois que vous avez deux armées aussi proches et un tel niveau de tension, la probabilité d'un déclenchement d'hostilités existe, et tous deux possèdent l'arme nucléaire. Cela est une source d'inquiétude pour tous», a-t-il dit. M. Vajpayee, qui accuse Islamabad d'encourager le «terrorisme frontalier», a averti que la patience de son pays «n'était pas sans limites».

«Nous ne voulons pas la guerre, mais nous n'avons pas peur de la guerre. Nous sommes prêts pour la guerre. Qu'il n'y ait pas de malentendu à ce sujet», a rétorqué M. Musharraf à Islamabad.

M. Poutine a «regretté» l'essai de missile auquel a procédé le Pakistan hier matin, tandis que M. Powell l'a jugé contre-productif.

Les essais de ces missiles sol-sol, d'une portée de 2000 kilomètres, dans le nord-ouest du pays étaient les premiers d'une série prévue jusqu'à mardi. Le général Musharraf a affirmé qu'il s'agissait d'essais de routine qui n'avaient pas pour objectif «d'impressionner» l'Inde mais de défendre le Pakistan.

Des deux côtés, on répétait qu'il ne s'agissait que de «routine». Le Pakistan et l'Inde, qui disent posséder des armes nucléaires en nombre non précisés, procèdent à des essais nucléaires depuis 1998, mais c'était le premier grand test de missile du Pakistan depuis avril 1999. Les essais sont toujours annoncés afin de prévenir tout malentendu, particulièrement en ce moment, où environ un million de soldats en alerte sont massés à la frontière. La tension est encore montée après l'attaque le 14 mai d'un camp militaire indien, qui s'est soldée par 34 morts.

Les deux pays s'affrontent depuis 1947 sur la question du Cachemire à majorité musulmane. Ils maintiennent environ un million de soldats sur leur frontière commune.

LE SOLEIL

POUR NOUS JOINDRE

Abonnements	686-3344
	1-866-686-3344
Carrières et professions	686-3270
Petites annonces	844-4444
Promotion	686-3342
Publicité détaillants	686-3435
Publicité générale	686-3270
Rédaction	686-3394
Renseignements	686-3233

www.cyberpresse.ca

925, chemin Saint-Louis, C.P. 1547, Succ. Terminus Québec, Québec, G1K 7J6

LE SOLEIL, journal quotidien fondé en 1896, est publié et édité par LE SOLEIL, une division de 3834310 Canada inc., membre de Gesca ltée. LE SOLEIL est imprimé au 5000, rue Hugues-Rand, à Québec, par Imprimerie Canada, une division de 3834301 Canada inc. Envoi de publication - Numéro de convention 0470198. Seule la Presse canadienne est autorisée à utiliser et à diffuser les informations publiées dans LE SOLEIL. ISSN 0319-0730

TREMBLAY

Suite de la Une

s'est matérialisé il y a 10 ans, alors qu'il est rentré au bercail avec femme et enfants. À première vue, on pourrait penser que son épouse, qui a vu le jour sous le chaud soleil de Tampa, refuse de s'exiler dans le Nord. «Au contraire, elle a bien aimé la vie nordique et elle a décidé de rester», indique M. Tremblay, 37 ans, conducteur d'un énorme camion de 240 tonnes à la mine de Mont-Wright.

Sa conjointe, Tammy Pellerin, qui a accueilli LE SOLEIL dans sa résidence, confirme ces propos. «Je n'ai eu aucune difficulté à m'acclimater, mais c'est sûr qu'il faut aimer la vie en nature parce qu'un amateur de théâtre ou de spectacles va s'ennuyer à Fermont. Il faut aussi dire que mon *chum*, maniaque de chasse et pêche, m'a vendu sa salade», lance M^{me} Pellerin, qui a quitté tôt sa Florida natale pour grandir dans les Laurentides.

«Si tu veux t'intégrer ici, c'est très facile car les gens sont tout ce qu'il y a de plus gentils, enchaîne la maman. Et pour les enfants, c'est vraiment une des plus belles villes pour eux. Ils ont toutes sortes de loisirs et d'activités et on ne craint pas pour leur sécurité».

UN CHALET

Les deux garçons de la maisonnée, Jean-Sébastien et François, de 11 et 7 ans, ne sont pas de ceux qui voudraient quitter Fermont. On sent visiblement qu'ils adorent le contact direct avec la nature sauvage. Ils se font d'ailleurs une joie de montrer au SOLEIL des photos du chalet que construit leur père.

À 13 ans, l'aînée de la famille, Isabelle, ne partage plus l'état d'esprit de ses frères. Elle dit attendre avec hâte le moment de quitter le nid familial dans deux ans, pour son troisième secondaire, alors qu'elle se rendra à La Pocatière pour étudier dans une école privée.

«J'aime ça Fermont, mais j'ai envie de voir autre chose. L'hiver, il y a beaucoup

d'activités à faire, mais l'été, c'est plate», affirme timidement Isabelle, qui a l'intention plus tard de faire des études en soins et techniques animales, toujours à La Pocatière. Pendant ce temps, la jolie cadette de six ans, Macha, tourbillonne autour du salon, pleine de vie.

Sa mère sait déjà qu'elle vivra un déchirement lorsque sa grande fille partira pour la ville. Mais autant Fermont peut être un rêve pour un enfant, autant elle peut sembler pour un adolescent un village perdu au milieu de nulle part.

Conscients de ce fait, Tammy Pellerin et Daniel Tremblay souhaitent tout de même faire une longue carrière à Fermont. «On ne sait pas où on ira, lance M^{me} Pellerin. Je rêve au contraire que Daniel travaille encore 25 ans à la mine, alors que plusieurs ne pensent qu'à faire leur temps et se pousser».

«Je n'ai aucun problème à travailler encore 25 ans ici, ça fait seulement six ans que je suis pour Québec Cartier (il travaillait avant pour une compagnie de transport), ajoute M. Tremblay. C'est la plus belle place pour une jeune famille, nous sommes engagés dans notre communauté et on s'y plaît. Oui, le coût de la vie est 30% plus élevé, mais on fait de bons salaires».

Selon M. Tremblay, le salaire moyen à Fermont est de 47 000\$ par année. On compte là-dessus les caissiers de dépanneurs et les pompistes. À Mont-Wright, les personnes qui gagnent plus de 100 000\$ annuellement ne sont pas rares. Idéalement, Daniel Tremblay aimerait bien faire comme son grand-père, qui a travaillé 30 ans pour la compagnie minière IOC à Wabush, à côté de Labrador City. Son père a quant à lui œuvré pour Québec Cartier, mais il y était entré sur le tard.

Passer sa vie dans le Nord, ce n'est assurément pas une perspective qui effraie Daniel Tremblay et Tammy Pellerin, à la lumière de leurs témoignages. Mais peut-être qu'un jour, sans qu'ils ne le cherchent, leurs enfants au loin leur rappelleront que Fermont peut se trouver au bout du monde quand on est séparés.

BERLINE ACCORD LX 2002

23 000\$



Photo à titre indicatif

Financement

4,8%

Jusqu'à 60 mois

Programme Honda à 4,8% offre de financement à l'achat de tout Accord 2002 neuf en inventaire. Jusqu'à 60 mois. Offre d'une durée limitée. Transport et préparation en sus (850\$). Taxes, assurances et immatriculation en sus. Sujet à l'approbation du crédit. PDSF de la Berline Accord LX (modèle CG-5542P).

Classé pour une 4e année consecutive

Ste-Foy
lallier

2000, Jean-Talon Nord, Sainte-Foy
687-2525
(boul. Charest Ouest)
www.lallierstefoy.com

CONCESSIONNAIRE
DE QUALITÉ
2002
HONDA

5 jours 5\$ pour
Petites annonces
844-4444
LE SOLEIL

Loto-Québec		Résultats	
Tirage du 2002-05-25		Tirage du 2002-05-25	
649	12 28 31 34 36 42	49	22 24 27 38 48 49
Complémentaire: (30)		Complémentaire: (44)	
Panco		Extra	
Tirage du 2002-05-25		Tirage du 2002-05-25	
02 04 08 13 17	19 25 27 41 42	NUMÉRO: 201286	
43 44 47 50 51	53 60 63 65 66	NUMÉRO: 179899	
Complémentaire: (14)			
SUPER 7		GAGNANTS	
Tirage du 2002-05-24		LOTS	
12 21 23 27 32 41 45		777	1 3 025 892,30 \$
Complémentaire: (14)		877	1 403 452,30 \$
Ventes totales:	22 050 336 \$	577	8 746 144,10 \$
Programme gros lot (app):	2 500 000 \$	477	183 754 10,00 \$
		377	168 612 10,00 \$
		317	1 506 736
Participation gratuite			
Les modalités d'investissement des billets gagnants peuvent varier des billes. En cas de dispute entre cette bilie et la bilie officielle de LQ, cette dernière a priorité.			
Si vous avez un problème de jeu...			
MISE EN JEU 1 866 505-JEUX			

ACTUALITÉS

La vie reprend à Radio-Canada

Après deux mois de lock-out, patrons et syndiqués se retrouvent au travail

MYLÈNE MOISAN

M.Moisan@lesoleil.com

■ 6h30, hier. Pour la première fois depuis le 22 mars, Claude Labbé, fébrile et un peu rouillé, a repris le micro pour informer les auditeurs du 106,3 FM à Québec. Un moment qu'il attendait depuis longtemps. Il n'était pas le seul.

«C'est moi qui ai brisé la glace ce matin. Il y avait une pression supplémentaire. Le premier bulletin à 6h30 a été pénible, après, ça s'est remplacé», a raconté le journaliste, rencontré à 13h, après sa première journée de travail, de retour d'un lock-out de deux mois.

Il faut dire que presque tout était à refaire. «J'avais l'impression de repartir à zéro. Les corbeilles étaient vides et il y avait toute la poutine technique à remettre à jour.» Pour s'assurer que tout se passe sans anicroche, Radio-Canada avait prévu un technicien. «Ça a été utile», reconnaît M. Labbé, à l'emploi de Radio-Canada depuis presque quatre ans comme occasionnel.

S'il était heureux de retrouver son micro, le journaliste l'était tout autant de renouer avec ses auditeurs. Un bonheur réciproque. «Il y a trois personnes qui m'ont appelé pour me dire "enfin, vous êtes de retour". Ça fait très plaisir», raconte-t-il.

Ce midi, Julie Boucher, de la télévision, reprenait aussi du service après neuf semaines sur la touche. Elle aussi a dû se refaire la main. «J'étais un peu rouillée pour la première intervention, mais là, ça va mieux», a-t-elle laissé tomber, juste avant de faire un «direct» à RDI devant le parlement, où s'étaient rassemblés quelque 150 militants pour l'élimination de la pauvreté.



Claude Labbé, occasionnel à Radio-Canada depuis quatre ans, a été le premier à reprendre le collier dès 6h30 hier au 106,3 FM à Québec.

La boss de M. Labbé, Marlène Simard, avait aussi hâte que les syndiqués de reprendre là où ils s'étaient laissés il y a deux mois. «On est très content. Ça a bien été ce matin et je crois que le retour va bien se passer. On a très hâte que tout revienne à la normale», souligne la directrice radio.

Foi de M. Labbé et de M^{me} Simard, le premier face-à-face a été tout ce qu'il y a de plus cordial. D'un côté comme de l'autre, l'arrêt de travail a été synonyme de stress. «Je me sentais comme à un accouchement. Il y avait la mère en douleur qui voulait accoucher sur le trottoir et le père qui était à l'intérieur. On ne savait pas trop quoi faire. Des fois, on aurait bien voulu aller leur porter un café», relate M^{me} Simard, jointe au téléphone en fin d'après-midi.

M. Labbé, de son côté, garde de cet ar-

rêt de travail forcé au moins un bon souvenir. «Le bon côté, c'est l'effet de solidarité qui s'est développé pendant le conflit. Pendant le piquetage, on avait le temps de jaser avec nos collègues comme on ne l'avait jamais fait avant. On s'est beaucoup rapproché», retient-il.

Les auditeurs et téléspectateurs de Radio-Canada devront toutefois attendre jusqu'à demain avant de retrouver la programmation intégrale de la société d'État. En fin de semaine à Québec, les bulletins de nouvelles radio étaient réduits à deux minutes. Demain, les auditeurs retrouveront la programmation au même point où elle était au 21 mars dernier.

«On va pouvoir profiter des trois dernières semaines de la saison pour reprendre contact avant de partir en vacances. Des vacances qui seront bien méritées», lance M^{me} Simard.

Le ministre Art Eggleton dans le pétrin à son tour

Il a octroyé à une ancienne petite amie un contrat de 36 500 \$ pour une étude qu'effectuait déjà l'ombudsman des forces armées

OTTAWA (PC) — L'ancienne petite amie du ministre de la Défense nationale, Art Eggleton, a été nommée consultante spéciale de ce dernier et s'est vu octroyer par le bureau du ministre un contrat de 36 500 \$ afin qu'elle se penche sur le stress et les autres problèmes de santé affectant les militaires canadiens.

Maggie Maier est la présidente de One World Communications, la firme qui a obtenu ce contrat même si l'ombudsman des Forces armées canadiennes menait déjà sa propre étude sur la question, a rapporté samedi le quotidien *Ottawa Citizen*.

En novembre dernier, M^{me} Maier a produit pour le ministre Eggleton un rapport de 14 pages portant sur les sensibilités environnementales et le syndrome de stress post-traumatique — ou SSPT — au sein des membres des Forces armées canadiennes. La somme de 36 500 \$ lui ayant été attribuée fut piquée à même le budget ministériel de M. Eggleton.

M^{me} Maier et M. Eggleton ont eu une liaison en 1997 et 1998. Le couple a alors effectué plusieurs apparitions publiques.

Vendredi, M^{me} Maier a assuré ne pas avoir obtenu le contrat en raison des liens qu'elle avait entretenus avec le ministre. «Art ne m'aurait jamais engagée si je n'avais pas été compétente», a-t-elle affirmé.

La dirigeante de One World Communications a ajouté avoir discuté avec le ministre de la façon dont leur relation professionnelle serait perçue. «Au départ, il n'était pas question que je travaille (pour lui), en raison de notre liaison, a-t-elle indiqué. Nous en avons longuement débattu.»

Néanmoins, M^{me} Maier, qui travaille à titre de consultante en affaires depuis une dizaine d'années, a estimé



M^{me} Maier, qu'on voit ici avec le ministre au moment de leur liaison en 1997-1998, affirme que Art Eggleton ne l'aurait jamais engagée si elle n'avait pas été compétente.

qu'elle était plus que qualifiée, et que son rapport comportait d'excellentes recommandations.

Pour sa part, M. Eggleton a affirmé vendredi qu'en octroyant un contrat à M^{me} Maier, son bureau avait respecté les normes établies par le Conseil du Trésor du Canada.

Enfin, Randy Mylyk, porte-parole du ministre, a indiqué que M^{me} Maier avait obtenu le contrat à la recommandation de George Young, adjoint de M. Eggleton. M. Mylyk a ajouté que les membres du personnel du bureau du ministre ignoraient alors tout de son ancienne liaison avec M^{me} Maier.

L'ADQ EN AVANCE DANS LES SONDAGES

Cohérence ou appui passager?

Chaque parti tire sa propre conclusion sur la remontée de l'Action démocratique

LOUIS TANGUAY

L.Tanguay@lesoleil.com

Mario Dumont parle de cohérence, le Parti québécois et le Parti libéral du Québec de phénomène et d'appui à court terme, en réaction au nouveau sondage SOM—*La Presse*—*LE SOLEIL*.

Hier, les trois partis politiques ont pris connaissance de nouveaux résultats qui confirmeraient selon un analyste de la firme SOM la «surprise» causée par l'enquête menée en début de mai.

Avant redistribution des indécis, ce nouveau coup de sonde donne 36 points à l'ADQ (comparativement à 30,8 le 11 mai), 28,9 points aux libéraux (33,3 il y a deux semaines) et 23,2 au Parti québécois (24,7).

Mario Dumont voit pour sa part dans ce résultat une cohérence avec le mouvement très fort que ses équipiers ressentent sur le terrain. Au téléphone depuis la circonscription de Berthier où il faisait du porte-à-porte, le chef de l'ADQ a confié au *SOLEIL* que de nouveaux membres s'inscrivent par dizaines chaque jour dans le site de son parti et que de nouveaux candidats potentiels se manifestent régulièrement.

Depuis la victoire de l'ADQ dans l'élection partielle de Saguenay en avril, dit-il, on voyait des signes. «Mais les gens sont plus prêts qu'on pensait à faire un vrai changement plutôt que changer quatre trente sous pour une piastre en remplaçant le PQ par les libéraux.»

Cette accélération lui impose une responsabilité plus grande, dit-il.

M. Dumont note aussi que la question supplémentaire sur la popularité des chefs (Bernard Landry, 23 points; Jean Charest, 28; et Mario Dumont, 36) montre un résultat collé sur celui des intentions de vote. Cela confère encore plus de cohérence, à son avis, au travail de la firme d'évaluation de l'opinion publique qui avait été largement critiquée pour les chiffres publiés le 11 mai.

Par ailleurs, même moins faible qu'il y a deux semaines, l'évaluation de la performance du gouvernement Landry démontre que le «citron est pressé».

MARIE MALAVOY

La vice-présidente du PQ, Marie Malavoy, précise qu'il ne s'agit pas d'un jugement sur le bilan du gouvernement, mais d'une impression dégagée des six derniers mois (selon les termes de la question) qui ont été touchés par des turbulences importantes.

Les gens, dit-elle en entrevue, n'ont pas été sondés sur les orientations du gouvernement ou pour dire si la santé de l'économie se porte bien.

Il y a d'autres bonnes mesures à faire valoir mais la «tranche» de six mois ne montre que les eaux de surface et il faut ramener du fond de la mer des succès comme ceux réalisés en économie sociale.

La montée de l'ADQ n'est pas à son avis un phénomène à long terme. Elle reconnaît qu'il y a matière à s'ajuster pour le PQ, mais pas à se démoriser.

Il faut, pendant les présentes élections complémentaires et par la suite, être plus près des gens et ils vont réaliser que les mesures préconisées par l'Action démocratique feraient reculer le Québec.

Elle voit le dernier sondage comme une photo de «l'humeur de l'électorat» qui oblige le PQ à replacer la discussion sur les vrais enjeux.

M^{me} Malavoy ne sait par ailleurs pas pourquoi SOM n'a pas posé de question sur l'avenir constitutionnel. Mais elle précise que l'option souverainiste «prend du mieux», selon les évaluations internes du PQ.

L'ambiguïté de l'ADQ sur cette question peut détourner temporairement vers cette formation des intentions de vote de péquistes, selon la vice-présidente du PQ.

Elle se souvient aussi d'un engouement comparable qui avait existé à l'arrivée de Jean Charest sur la scène politique québécoise. Cela n'avait pas empêché son parti de perdre les élections générales de 1998.

CHEZ LES LIBÉRAUX

Réagissant à titre de porte-parole du PLQ, le député de Kamouraska-Témiscouata, Claude Béchard, évoque, lui aussi, «l'appui momentané» à l'ADQ, parce que les gens sont fatigués du PQ.

Il retient tout d'abord la poursuite de l'effondrement des appuis au PQ pour contester la légitimité du gouvernement et de son premier ministre désigné et réclamer des élections générales le plus rapidement possible.

«Nous avons, dit-il en entrevue téléphonique, préparé des solutions et avancé des engagements», et le Parti libéral du Québec veut que la population ait l'occasion de les comparer et de se prononcer.

Il se dit «bien confiant» que les Québécois préféreront à un programme comportant un système de santé à deux vitesses et des impôts moins élevés pour les riches et plus élevés pour la classe moyenne, des changements «réalistes et responsables».

Laissant de côté le fait que Mario Dumont passe loin devant Jean Charest dans le choix du chef de parti qui ferait le meilleur premier ministre, M. Béchard insiste sur la présence chez les libéraux d'une équipe prête à gouverner dès le lendemain des élections.

Sur les ondes d'une chaîne de télévision, le chef libéral Jean Charest a pour sa part accordé peu de crédibilité au sondage, rappelant que, à quatre jours des dernières élections générales, la firme avait sous-estimé de 11 points la performance du PLQ.

Le PQ admet qu'il y a matière à s'ajuster

Partez sans payez

0\$ Comptant 0\$ Dépôt 0\$ Première mensualité

Cavalier VLX, 4 portes		Alero GX, 2 portes	
LOCATION*	ACHAT**	LOCATION*	ACHAT**
226\$	11998\$	276\$	16998\$
Cavalier VL, 2 portes			
LOCATION*	ACHAT**	LOCATION*	ACHAT**
226\$	11998\$	299\$	18998\$

*Transport et préparation inclus, taxes en sus. **Transport de 795\$ en sus, crédit, livraison inclus. ***Transport de 845\$ en sus, crédit, livraison inclus.

C'est moins cher!

Chez LAQUERRE

124, rue Olivier (sortie 278, autoroute Jean-Lesage),
Laurier-Station 418-728-4233 • 1 800 463-9332
www.laquerre.com

VIDÉOTRON

Les parties
se cambrent

Une rencontre n'a permis que de constater l'ampleur du fossé qui les sépare, rendant impossible toute reprise des négociations.

MYLÈNE MOISAN
MMoisan@lesoleil.com

■ Une rencontre a eu lieu mercredi entre Vidéotron et le syndicat, qui n'ont fait que constater l'ampleur du fossé qui les sépare, rendant impossible toute reprise des négociations.

« On a constaté de part et d'autre que nous restions sur nos positions, inflexibles, et que personne ne voulait faire de compromis », résume Denis Plante, représentant syndical des employés de Vidéotron au sein du Syndicat canadien de la fonction publique, local 1417.

M. Plante a assisté à cette réunion, qui a tout de même duré deux heures, et en est ressorti au même point. « On a passé deux heures à se tester d'un bord et de l'autre. Nous, on veut qu'ils reviennent sur le contrat qu'ils ont conclu avec Entourage et eux refusent. C'est sûr qu'on ne retournera pas à la table des négociations avec 650 employés de moins. »

ENTOURAGE

La transaction conclue le 14 mai entre Vidéotron et Entourage sur la vente du service d'installation et de réparation et le transfert de 664 employés à Alentron — la nouvelle filiale d'Entourage — ont cristallisé le dialogue de sourds. « On a débuté la négociation avec 2200 employés et on va signer une nouvelle convention avec 2200 employés », exige Yves Lalonde, président du syndicat des employés de Vidéotron pour l'ouest de la province.

M. Lalonde promet que des actions de visibilité seront mises de l'avant au cours des prochaines semaines « pour sensibiliser les gens et expliquer la situation ». Entre autres, les Superclubs Vidéotron de Montréal recevront bientôt la visite de grévistes, comme c'est déjà le cas à Québec.

Depuis le début de la grève générale illimitée, le 8 mai, les deux parties ont convenu de se rencontrer toutes les deux semaines pour faire le point. La rencontre de mercredi constituait le premier contact direct entre Vidéotron et le syndicat. Le porte-parole de la compagnie, Jean-Paul Galarneau, n'a pas eu vent de la rencontre du 22 mai. « Je n'ai pas entendu parler de ça », a-t-il admis hier.

LE 5 JUIN

Le prochain rendez-vous a été fixé au 5 juin. Dans l'état actuel des choses, les risques d'un second cul-de-sac sont grands, d'autant plus que les syndiqués ne s'attendent pas à rentrer au travail de sitôt. « Le moral des troupes est bon, confirme M. Lalonde. Les gens s'attendaient à un conflit long. » De plus, les différentes allocations syndicales permettent aux 2200 employés en grève de recevoir entre 65 % et 75 % de leur salaire net. « C'est plus que le chômage. Et on peut tenir comme ça des mois et des mois », prévient-il.



Environ 150 personnes ont pris part à une marche qui partait du parc de l'Amérique française.

LE SOLEIL, JOCELYN BERNIER

Dites-le avec une assiette

Les militants antipauvreté tentent à nouveau de se faire entendre des élus de l'Assemblée nationale

MYLÈNE MOISAN

MMoisan@lesoleil.com

■ Après avoir discuté d'élimination de la pauvreté entre eux pendant deux jours, des participants au Forum citoyen sont venus porter hier midi leurs revendications devant le parlement.

« Avez-vous déjà compté vos tranches de pain pour en avoir tout le mois ? » pouvait-on lire sur une des assiettes de carton plantées au sol devant l'Assemblée nationale. Des questions comme celle-ci mais aussi des cris du cœur ont été poussés par dizaines hier devant le siège du gouvernement québécois.

Cette action était la dernière organisée dans le cadre du Forum citoyen pour l'élimination de la pauvreté qui se tenait depuis jeudi au Patro Laval et qui réunissait quelque 350 participants venus des quatre coins de la province.

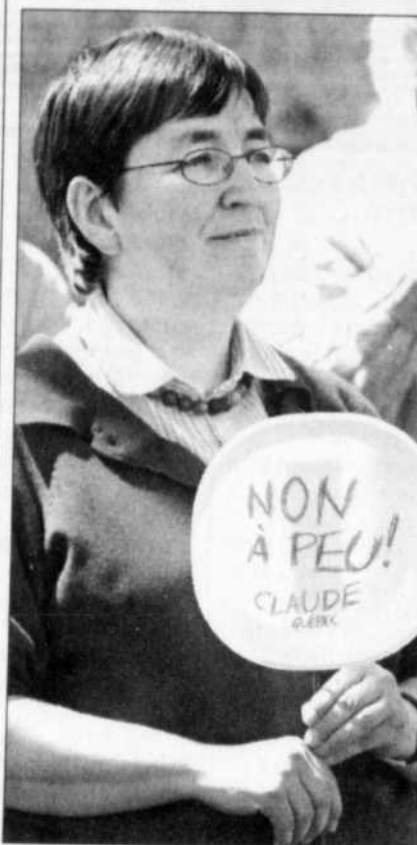
Et, cette fois, des personnes en situation de pauvreté côtoyaient les porte-parole des organismes traditionnellement dévoués à lutter contre l'exclusion sociale. Vendredi soir, tous les participants étaient invités à écrire leur message sur une assiette de carton, avant qu'elle ne prenne le chemin du parlement. Un d'entre eux y allait d'une judicieuse suggestion : « Il faudrait que les riches vivent une semaine avec un chèque de BS. » Pas un mois, juste une semaine.

« Je suis contente de pouvoir m'exprimer », a confié Stéphanie Gingras, une des participantes du forum qui vit de l'aide sociale. Elle estime qu'il lui manquerait environ 300 \$ à elle et son copain pour pouvoir passer les 10 derniers jours de chaque mois sans couper les croûtes en quatre.

Son copain, Michel Bourgault, qui travaille bénévolement depuis cinq ans pour un organisme communautaire de la Rive-Sud, remarque depuis deux ans une détérioration de la situation. « Des gens qui se font couper le téléphone et l'électricité, on en voit de plus en plus », constate-t-il.

Avant de s'arrêter devant l'Assemblée nationale, environ 150 personnes ont pris part à une marche qui partait du parc de l'Amérique française, un lieu hautement symbolique. « Il y a un peu plus d'un an, le mur de la honte se trouvait ici et des gens l'ont fait tomber. Mais il reste encore plusieurs murs à faire tomber. Ensemble, nous y parviendrons », a lancé à la foule Lorraine Guay, de la Fédération des femmes du Québec.

En chemin vers le parlement, les marcheurs se sont arrêtés devant le squat du 920, rue de la Chevrotière, pour remettre aux occupants deux pans de tissus remplis de signatures d'appui recueillies pendant le forum. Maryse, une des résidentes, a remercié tout ce beau monde en promettant de continuer la lutte pour le logement social. Une cause particulièrement chère aux marcheurs.



Vivian Labrie, porte-parole du Collectif pour une loi sur l'élimination de la pauvreté, n'a pas manqué le rendez-vous.

LE SOLEIL, JOCELYN BERNIER

50\$ COUPON-RABAIS 50\$
SUR REMPLACEMENT DE
PARE-BRISE
Aucune franchise
à payer sur réparation
de pare-brise.

LA RÉCLAMATION D'ASSURANCE,
ON S'EN OCCUPE POUR VOUS! APPELEZ-NOUS!

**+ LAVAGE INTÉRIEUR
ET EXTÉRIEUR GRATUIT**
(valeur de 20\$)

+ 20\$ D'ESSENCE GRATUITE
Véhicule de courtoisie sur demande

TRAITEMENT AQUAPEL DISPONIBLE

Ouvert le soir et le samedi
en prenant rendez-vous.
Appelez-nous!

27 ans d'expérience, ça compte.
VITRES & ACCESSOIRES D'AUTO + LAVE-AUTO

À 10 MINUTES DES PONTS

NEW LOOK
AUTO-PARE-BRISE

New Look Auto Carrefour inc
4585, boulevard de la Rive-Sud
(dans les locaux de Saturn Rive-Sud)

835-0404

Jeep Grand Cherokee
Laredo 2002
SEULEMENT

399.\$
PAR MOIS



LOCATION 48 MOIS, UTILISATION 81 600 KM.
COMPTANT DE 4140 \$, TAXES EN SUS
AVEC 0.5 \$ COMPTANT = SEULEMENT 499.9 \$ MOIS

GOSSELIN
ST-NICOLAS 831-2050
Chrysler / Dodge / Jeep
www.gosselinrental.com



Dre Michelle Bourassa

se joint à l'équipe de
Dre Anne Marie Geoffroy
1535, chemin Ste-Foy
Bureau 210

Pour rendez-vous :
682-8289



**Urgent besoin de
« parents » adoptifs !**

On note une importante augmentation
des animaux à soigner au refuge, plus
précisément dans le secteur des chats.
Effectivement, l'occupation est passée de 57 à 77
par jour. Donc, nous avons un urgent besoin de gens
qui désirent adopter des chats, car la place
disponible se fait de plus en plus rare. Nous avons un
grand choix d'adorables animaux de différents âges.
Aidez-nous à les sauver ! **527-9104**

**Le grand
solde anniversaire**

se poursuit
jusqu'au 31 mai
des rabais jusqu'à

50%

sur collections
printemps-été
sélectionnées

Simone Paris
PLACE DE LA CITÉ
656-1902

Retour sur un printemps chaud

En 1972, le Québec vivait une crise sociale sans précédent avec une grève générale des services publics et l'emprisonnement des trois chefs syndicaux. Chronique des événements.

GILBERT LEDUC
GLeduc@lesoleil.com

■ La valse des négociations du secteur public s'est étendue de février 1971 à mars 1972 avant de tomber dans l'impasse. L'actuel maire de Québec, Jean-Paul L'Allier, aime aujourd'hui rappeler qu'à l'époque, la négociation se faisait dans la capitale. Le Front commun avait installé son quartier général à l'hôtel Holiday Inn Châteaubriand à Sainte-Foy. LE SOLEIL retrace ici le fil des événements reconstitué à l'aide des minutes des délibérations des séances du Conseil des ministres du gouvernement libéral de Robert Bourassa.

9 mars

□ En ce début des années 70, les syndicats du secteur public ont la ferme intention de négocier d'une seule voix le renouvellement des conventions collectives. Le Front commun CEQ-CSN-FTQ représente alors 212 000 des 230 000 travailleurs du secteur public. À l'époque, les fonctionnaires et les professionnels de l'administration publique sont représentés par la CSN. Le 9 mars, les syndiqués votent dans une proportion de 68,5 % pour un débrayage de 24 heures.

24 mars

□ En raison d'une tempête de neige, le déclenchement de la grève prévu est reporté au 28 mars. Ce jour-là, au Conseil des ministres, le ministre du Travail et de la Main-d'œuvre, Jean Cournoyer, rapporte que les injonctions prises dans le cas des hôpitaux pour malades chroniques et psychiatriques, ainsi que pour certains employés d'Hydro-Québec ont été respectées.

Cependant, les gestionnaires de plusieurs ministères n'avaient pu se présenter au travail car la protection policière était insuffisante pour leur permettre de franchir les lignes de piquetage. Le coup de semonce du Front commun force le gouvernement à bonifier son offre. Il est disposé à consentir au 100 \$ par semaine à compter de la troisième année du prochain contrat de travail et non dès la première année comme l'exige la partie syndicale. Cette dernière ne veut rien entendre et continue de maintenir la pression. La tenue d'une grève générale illimitée est dans l'air.



Les négociations reprennent avec Jean Cournoyer (de dos, à gauche) à la tête de l'équipe gouvernementale.

5 avril

□ Le ministre des Affaires sociales, Claude Castonguay, informe ses collègues que l'on s'attend au pire dans les hôpitaux et que les administrateurs des établissements limitent les nouvelles admissions de malades au strict minimum.

Le lendemain, Jean-Paul L'Allier fait un bilan des pourparlers à ses camarades ministériels. Il insiste sur l'importance de favoriser une solution négociée du conflit plutôt que d'avoir recours à des mesures exceptionnelles, comme une loi spéciale, par exemple. Le gouvernement a tout à gagner à maintenir, pour le moment, un climat propice à la négociation tout en conservant une image de fermeté, fait-il valoir. Le sous-ministre de la Fonction publique, Roch Bolduc, et le négociateur en chef du gouvernement, Raymond Langlois, exposent, pour leur part, qu'un écart de 300 millions \$ divise les parties.

11 avril

□ Une grève générale illimitée paralyse les réseaux de santé et d'éducation ainsi que la fonction publique. Pendant que Jean-Paul L'Allier continue de militer en faveur de la poursuite des

négociations — il signale à ses collègues, le 12 avril, que les forces syndicales perdent de la vitesse et que la cohésion du Front commun commence à s'effriter — et rappelle que le recours à une loi spéciale entraînerait la négociation sur un terrain « purement politique ».

Le ministre des Finances Raymond Garneau s'interroge. Il se demande si une solution négociée du conflit ne risque pas d'affecter la crédibilité et l'image de fermeté du gouvernement. Le premier ministre tranche la discussion en déclarant que la recherche d'un règlement négocié est fondamentale mais qu'il ne faut pas non plus que ce règlement oblige l'État, en bout de course, à augmenter les taxes pour rencontrer ses obligations à l'égard de son personnel.

Dès le lendemain du déclenchement de la grève générale illimitée, le gouvernement a recours à des procédures d'injonction pour imposer la reprise du travail. La majorité de la soixantaine d'injonctions accordées par la Cour supérieure est respectée. Des mesures policières sont prises dans les principaux ministères et dans les palais de justice pour assurer les accès.

19 avril

□ Un effort ultime de négociation est tenté. Les ministres Raymond Garneau, Claude Castonguay et François Cloutier (Éducation) rencontrent les ténors du Front commun et déposent une offre finale qui comprend l'ajout d'une somme de 33 millions \$ en contrepartie d'un peu plus de flexibilité dans les conditions de travail.

L'offre finale est repoussée du revers de la main et deux jours plus tard, le 21, l'Assemblée nationale adopte le projet de loi 19. La législation ordonne la reprise du travail au plus tard le 22 avril et suspend le droit de grève jusqu'au 30 juin. Des amendes de 50 \$ à 250 \$ sont prévues pour les salariés et de 5000 \$ à 50 000 \$ pour les syndicats et leurs dirigeants. De plus, la loi prévoit que le gouvernement imposera, par décret, les conditions de travail de ses employés s'il n'y a pas entente d'ici le 30 juin. Ce délai sera éventuellement repoussé en cours de route.

Pendant ce temps, les peines commencent à tomber sur la tête des dirigeants syndicaux qui ont incité leurs troupes à défier les injonctions. Le 19 avril, 19 dirigeants locaux sont condamnés à des séjours d'une durée de six mois derrière les barreaux.

En dépit de la « matraque judiciaire », Marcel Pepin (CSN), Louis Laberge (FTQ) et Yvon Charbonneau (CEQ) ne se laissent pas démonter et demandent à leurs membres de continuer la grève et d'ignorer les injonctions. « Jamais le monde syndical n'a reçu de sentences aussi fortes, aussi excessives et sans bon sens », écrit Marcel Pepin dans un communiqué de presse. Au lieu de régler un problème social, on tente d'écraser les travailleurs. L'establishment politique, économique et judiciaire vient de montrer qu'il a une crainte déraisonnée de perdre son pouvoir. »

22 avril

□ Le travail reprend dans le secteur public à la suite de la recommandation des trois chefs syndicaux, mais ceux-ci finiront tout de même par se retrouver derrière les barreaux.

8 mai

□ À l'instar d'une trentaine d'autres dirigeants syndicaux locaux, les trois leaders du Front com-

mun sont trouvés coupables au palais de justice de Québec, d'outrage au tribunal par le juge Pierre Côté de la Cour supérieure, pour avoir désobéi à une injonction obtenue par le gouvernement. Cette dernière visait à forcer le retour au travail dans les hôpitaux et à Hydro-Québec alors qu'une grève générale illimitée sévissait dans le secteur public. Ils sont condamnés à une année derrière les barreaux. Ils commencent à purger leur peine le lendemain, 9 mai, à (Orsainville Beach).

12 mai

□ À la séance du Conseil des ministres, le gouvernement libéral reçoit un bilan d'heure en heure de la crise provoquée, trois jours plus tôt, par l'incarcération des chefs syndicaux. « Des travailleurs de la construction vident les bureaux du ministère du Revenu, sur la rue Chauveau, et du ministère des Affaires municipales, sur le boulevard Charest. Les écoles sont fermées. À Lauzon, les employés de la Davie Shipbuilding débraient et manifestent dans les rues entraînant la fermeture des commerces », fait-on état dans les délibérations du Conseil des ministres.



Dans les rues de Québec.

Sur la Côte-Nord, la ville de Sept-Îles est littéralement paralysée et laissée entre les mains des gars de la FTQ-Construction du célèbre Dédé Desjardins. Ça brasse également dans d'autres villes ouvrières comme Thetford Mines, Sorel et Joliette. Les journaux ne publient pas le 11 mai.

Pendant une semaine, le Québec est en proie à une crise sociale sans précédent.

Pour tenter de donner un nouvel élan aux négociations et d'apaiser la crise qui s'installe partout dans la société québécoise, Robert Bourassa fait appel à son pompier par excellence, Jean Cournoyer, qui devient ministre de la Fonction publique à la place de Jean-Paul L'Allier. Ce dernier conserve son poste de ministre des Communications.



Charbonneau et Laberge à « Orsainville Beach ».

Le gouvernement est pris avec un curieux dilemme: ses interlocuteurs immédiats syndicaux sont en prison.

Au Conseil des ministres, tout un chacun s'interroge sur l'attitude à prendre à l'égard des chefs syndicaux qui semblent peu pressés à recourir à la procédure d'appel de la décision du juge Côté. Il n'est pas question que l'État leur accorde un pardon ou porte en leur nom leur cause en appel. « On ne pouvait quand même pas sortir de prison des gars qui venaient d'être

condamnés pour mépris de cour! » explique Jean Cournoyer.

« En ne faisant pas appel, les chefs syndicaux se sont trouvés dans une situation parfaite, celle de la victime, se remémore Jean-Paul L'Allier. Dans un contexte de relations de travail, si on réussit à s'accaparer du rôle de victime, c'est le plus beau rôle que l'on puisse jouer. »

« Ils ont essayé de jouer aux martyrs, mais ça n'a pas marché, affirme pour sa part Jérôme Choquette. L'opinion publique était massivement en notre faveur. La preuve? Nous avons été réélus, l'année suivante, avec un grand total de 102 députés. »

23 mai

□ De guerre lasse, la colère des syndiqués s'est estompée et les trois chefs syndicaux sortent de prison. Ils y retourneront du 6 février au 16 mai 1973, puis toutes les fins de semaine jusqu'à la mi-septembre, pour purger leur sentence d'un an de prison à la suite du refus de la Cour suprême du Canada de les entendre sur leur requête d'en appeler du verdict imposé par le juge Pierre Côté. Les négociations reprendront et finiront par aboutir à un règlement qui, pour plusieurs observateurs, avantagera les syndiqués.

Les demandes

□ La principale revendication du Front commun de 1972 consistait au versement à tous les employés de l'État d'un salaire d'au moins 100 \$ par semaine. En 1971, 50 000 employés d'hôpitaux gagnaient à peine 72 \$ par semaine!

Le cahier des demandes salariales du Front commun comportait également des hausses salariales de 8,1 % par année pour les trois ans de la durée des nouvelles conventions collectives. On réclamait également la sécurité d'emploi pour les enseignants.

En tout et pour tout, les demandes salariales des syndicats approchaient les 600 millions \$. Le gouvernement Bourassa, lui, mettait 240 millions \$ sur la table, avec des majorations salariales de 4,8 % par année.

Les résultats

□ Au terme des négociations, il sera convenu de signer des conventions collectives sont d'une durée de quatre ans plutôt que de trois.

Les augmentations salariales accordées furent de 4,8 % et de 5,3 % pour les deux premières années, et de 6 % pour les deux dernières. En dollars, le gouvernement allait dépenser 100 millions \$ de plus que prévu pour les trois premières années des contrats de travail et 120 millions \$ pour la quatrième.

Le fameux 100 \$ minimum par semaine a été accordé, comme prévu, à compter de la troisième année de la convention collective. En échange, les travailleurs du secteur public travailleront 35 heures par semaine plutôt que 32,5 heures.

La négociation de 1972 donnera également naissance au RREGOP, le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics.

Le gain sans doute le plus important pour les syndiqués a été l'obtention d'une clause d'indexation salariale au coût de la vie. Personne, à l'époque, ne soupçonnait l'importance qu'aurait, dans les années à venir, cette protection contre les aléas de l'inflation.



ARCHIVES LE SOLEIL, RAYNALD L'ÉVOIE

Louis Laberge en prison, à l'hiver 73. Les trois chefs syndicaux ont purgé leur sentence du 6 février au 16 mai 1973, puis toutes les fins de semaine jusqu'à la mi-septembre.

mazda L'ÉVÉNEMENT le printemps S'ÉCLATE



« Les meilleurs achats de leur catégorie »

Le Guide de l'auto 2002, Jacques Duval

0\$

AUCUN PAIEMENT AVANT
90 JOURS[†]
AU FINANCEMENT À L'ACHAT[†]



« La voiture de l'année »

Le Guide de l'auto 2002, Jacques Duval

Mazda Protegé5 2002

Équipée pour l'action : • Roues de 16 po en alliage • Moteur 4 cyl. de 2 L à DACT et 130 ch • Compte-tours • Radio AM/FM stéréo avec lecteur CD • Ensemble GFX • Régulateur de vitesse • Phares antibrouillards • Essuie-glace de lunette • Freins antiblocage avec système de répartition de freinage électronique • Console centrale • Banquette arrière 60/40 • Deux coussins de sécurité avant à action atténuée • Sièges en tissu de type sport • Glaces à commande électrique et téléverrouillage • Indicateurs du tableau de bord à fond blanc • Et plus encore

Louez à partir de

249\$

PAR MOIS, POUR 48 MOIS*
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS
COMPTANT INITIAL DE 1995\$

OU

Obtenez

1,9%[†]

DE FINANCEMENT
À L'ACHAT JUSQU'À 36 MOIS

Meilleure voiture économique



Association des Journalistes Automobile du Canada

« La voiture la plus vendue au Québec en 2001 »[‡]



Mazda Protegé SE 2002

Louez à partir de

189\$

PAR MOIS, POUR 48 MOIS*
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS
COMPTANT INITIAL DE 1995\$

OU

Obtenez

1,9%[†]

DE FINANCEMENT
À L'ACHAT JUSQU'À 36 MOIS

Équipée pour le plaisir : • Banquette arrière à dossier 60/40 rabattable et verrouillable • Radio AM/FM stéréo avec lecteur CD et 4 haut-parleurs • Volant inclinable • Essuie-glace à balayage intermittent • Deux coussins de sécurité avant à action atténuée • Console centrale • Bouches de chauffage aux places arrières • Barres stabilisatrices avant et arrière • Roues de 14 po avec enjoliveurs intégraux • Et plus de 60 autres caractéristiques de série

Puissant moteur de 2 L et 130 ch de série sur les modèles LX et ES

GARANTIE LEADERSHIP MAZDA Garantie complète de 3 ans ou 80 000 km et de 5 ans ou 100 000 km sur le groupe motopropulseur.

ASSISTANCE ROUTIÈRE 24 HEURES MAZDA Renseignez-vous sur le programme d'assistance routière Mazda, offert gratuitement avec toute nouvelle Mazda.



mazda

www.mazda.ca

Les concessionnaires Mazda du Québec

INFORMEZ-VOUS AU SUJET DU PROGRAMME MAZDA POUR LES DIPLÔMÉS.

* Rapport de l'ARAC.

† Financement consenti aux particuliers par l'entremise de la Banque de Nouvelle-Écosse. Sur approbation du crédit. Offre de financement également disponible sur les Protegé LX et ES 2002 neuves. Autres taux de financement disponibles. †† L'offre aux particuliers de « aucun paiement avant 90 jours » s'applique au financement à l'achat seulement sur toutes les Mazda neuves et débute à la date de livraison du véhicule à l'acheteur. Le nombre de mensualités choisi par le client n'est pas réduit mais reporté de 3 mois. Aucun intérêt pendant les premiers 90 jours. Après cette période, le montant du capital ainsi que les intérêts devant être payés en fonction du terme prévu au contrat. * Taux de location personnalisée Mazda : offres portant uniquement sur la location au détail des Mazda Protegé5 2002 (modèle D5T552H00) et des Mazda Protegé SE 2002 (modèle D4XMS2H00) neuves. Comptant initial ou échange équivalent, premier versement mensuel et dépôt de sécurité de 300\$ (Protegé5) et de 250\$ (Protegé SE) exigés. Offres soumises à l'approbation de Crédit Mazda Canada Inc. Limite de 80 000 km. Frais de BC le km additionnel. Immatriculation, assurances et taxes en sus. Les modèles illustrés peuvent différer et sont utilisés à titre indicatif seulement. Certains équipements illustrés peuvent être offerts en option ou de série sur d'autres modèles. Les stocks peuvent varier selon les concessionnaires. Les concessionnaires peuvent louer à prix inférieur. Voir un concessionnaire participant pour les détails. Aucune combinaison d'offres possible. Offres d'une durée limitée à compter du 18 mars 2002.



LA SAGA DU 1080, DES BRAVES

Victor Karmouche refuse d'être associé à Massaglia

Il a simplement tenté de mettre la main sur l'Élisette en même temps que l'homme d'affaires italien

CLAUDE VAILLANCOURT

Cvailancourt@lesoleil.com

■ L'homme d'affaires Victor Karmouche, qui a acquis l'un des immeubles de Sergio Massaglia, soutient n'avoir jamais rencontré celui-ci. C'est par l'entremise de la Banque royale qu'il a acheté le 1196, des Érables.

Dans une conversation téléphonique, M. Karmouche a aussi déclaré au SOLEIL qu'il avait tenté d'acquiescer l'ancienne résidence du premier ministre Jacques Parizeau, au 1080, des Braves, mais qu'une offre supérieure, faite par Massaglia, lui avait sapé son rêve à la toute dernière minute.

Massaglia a réussi à coiffer l'offre de son rival en majorant de 425 000 \$ à 500 000 \$ le prix

d'acquisition de l'immeuble qui avait été payé 800 000 \$ par l'organisation de la Chambre de commerce qui détenait les titres de propriété.

« J'étais furieux, de raconter M. Karmouche, cette semaine. Je la voulais cette maison. J'ai réagi en achetant, plus tard, la maison de l'ancien lieutenant-gouverneur du Québec. »

PASSAGE À QUÉBEC

M. Karmouche a lui-même fait cette précision, mercredi, alors qu'il réagissait au dossier paru quelques jours plus tôt dans LE SOLEIL et dans lequel on mentionnait qu'il avait acheté, le 26 avril 2000, une autre propriété que l'homme d'affaires italien, aujourd'hui en Europe, avait acquise lors de son rapide passage au Québec.

« Je n'ai jamais rencontré Sergio Massaglia », a insisté, à plusieurs reprises, M. Karmouche. « Je tiens à vous le dire pour que ma réputation ne soit pas entachée. »

La maison en question, le 1196, des Érables, précisent les actes notariés, a été vendue à M. Karmouche par la Banque royale, qui l'a acquise d'André Gagnon et Sergio Massaglia à la suite d'un jugement prononcé le 16 novembre 1999. « La maison était à vendre. Je l'ai achetée de la Banque, pas de Massaglia », souligne l'homme d'affaires.

M. Karmouche dit qu'il n'y a pas de honte à avoir payé comptant l'ancienne propriété du lieutenant-gouverneur (500 000 \$). « Je n'ai jamais rien acheté à crédit, insiste-t-il. Mon père m'a toujours dit que si l'on n'avait pas l'argent, on n'achetait pas. »

Il était même quelque peu choqué que LE SOLEIL mentionne qu'il soit d'origine libanaise. « Mon père était Libanais. Je suis né au Liban par acci-

dent. » L'acte de vente du 1196, des Érables précise qu'il est né le 17 avril 1935, à Zali, au Liban.

M. Karmouche a profité de cet entretien pour révéler qu'il avait, à l'époque, fait une offre d'achat

pour le 1080, des Braves auprès de Héléne Lauzier, l'agente immobilière qui avait le mandat de vendre l'imposante demeure. « Elle m'a dit que ma proposition, à 425 000 \$, devait être acceptée et de ne pas m'inquiéter. Je suis allé passer une semaine de vacances à Cuba et, quand je

suis revenu, elle m'a annoncé que la maison avait été vendue par un autre agent qui avait reçu une meilleure proposition d'un homme d'affaires italien. J'étais furieux. Cette maison-là, je la voulais. »

C'est pour cette raison qu'il a ensuite acheté la résidence officielle du lieutenant-gouverneur du Québec.

« Je ne l'ai jamais rencontré. Je tiens à vous le dire pour que ma réputation ne soit pas entachée »

Un peu trop téméraire...



COLLABORATION SPÉCIALE, VINCENT FRADET

Une jeune femme qui escaladait le cap boisé des chutes Montmorency avec sa copine hier après-midi a dû être secourue par les pompiers de Québec. Paralisée par la peur, la jeune femme s'était immobilisée à environ 30 pieds du sommet. « Les deux amies étaient parties du bas de la chute et devaient grimper jusqu'au sommet du cap. L'une d'elles s'est rendue, mais l'autre a pris peur », a relaté l'agent Steve Desroches, porte-parole de la police de Québec. C'est la copine de la jeune femme qui, une fois en haut du cap, a alerté les secours. La pauvre serait demeurée dans son inconfortable position pendant environ une heure avant d'être secourue. « Les deux filles n'étaient pas du tout équipées pour faire de l'escalade », a mentionné M. Desroches. Saine et sauve, la jeune femme en a été quitte pour une bonne frousse. É.F.

E. COLI

Walkerton rassurée quant aux nouveaux cas de contamination

■ WALKERTON, Ont. (PC) — Un jour après que la population de Walkerton, en Ontario, eut appris que quatre enfants avaient contracté la bactérie E. coli, de nombreuses personnes ont loué les responsables municipaux, appréciant la rapidité avec laquelle ils avaient fait disparaître leurs craintes d'une nouvelle catastrophe.

Les autorités continuaient de surveiller de très près la situation, samedi, mais elles n'ont eu aucun nouveau cas d'infection à déclarer.

Avant même que la machine à rumeurs ne s'emballe, vendredi, des responsables de la santé publique ont fait savoir que quatre enfants étaient tombés malades, assurant néanmoins la population que des examens avaient été effectués et qu'ils avaient démontré que l'eau municipale était potable.

En agissant rapidement, les autorités sont parvenues à étouffer les craintes collectives tout en faisant la preuve qu'elles avaient tiré les leçons qui s'imposaient du drame survenu en mai 2000. Sept personnes avaient alors perdu la vie et quelque 2300 autres sont tombées malades après qu'elles eurent consommé de l'eau contaminée à l'E. coli.

« Certaines personnes ont appris quelque chose de ce qui s'est passé il y a deux ans », a affirmé Ron Leavoy, de Concerned Walkerton Citizens, regroupement ayant fortement critiqué la réaction des autorités municipales et des services de santé.

« Ils ont cette fois posé de meilleurs gestes, informant les gens, agissant avant la fin de semaine et faisant passer le message », a précisé M. Leavoy.

CAUSE ALIMENTAIRE

Il semble qu'un enfant de l'extérieur de Walkerton soit tombé malade, ayant possiblement été victime d'un empoisonnement alimentaire, et qu'il ait contaminé trois autres jeunes au domicile d'une femme ayant la garde de 11 enfants.

Aucune des jeunes victimes n'a dû être envoyée à l'hôpital.

Le Celebrex irriterait aussi l'estomac

■ TORONTO — Un essai clinique sur le Celebrex, un médicament d'ordonnance pour traiter l'arthrose et la polyarthrite rhumatoïde chez l'adulte, a révélé que les risques de complications ulcéreuses ne sont pas moins élevés chez les patients qui prennent le médicament, que chez ceux qui prennent de l'ibuprofène ou du diclo-

fénac, a indiqué vendredi le ministère fédéral de la Santé. Dans le cadre d'un vaste essai clinique, on a comparé les effets gastro-intestinaux du Celebrex avec ceux des deux autres médicaments, et aucune différence n'a été constatée quant aux risques de complications ulcéreuses, souligne Santé Canada. (PC)

MEUBLES VRAC
Bonne fête
Fête ses
15 Ans

Matelas 708 spirales continues
54 po ou 60 po
Garantie 25 ans
15 ans à 100%
+10 ans
au prorata
499⁹⁵\$

Lit métal
noir complet
54 ou 60 po
139⁹⁵\$
Accessoires en sus

Futon complet
Base et matelas
169⁹⁵\$

Mobilier de cuisine
7 pièces
899⁹⁵\$

Unité murale
3 sections
449⁹⁵\$

Lit à baldaquin
54 ou 60 po
Noir complet
149⁹⁵\$
Matelas et accessoires en sus

MEUBLES VRAC

MISES DE CÔTÉ ACCEPTÉES

Photos à titre indicatif.

Lundi au mercredi .9h à 17h30
Jeudi et vendredi .9h à 21h

Samedi .9h à 17h
Dimanche .11h à 17h

1996, 3e Rue, Saint-Romuald 839-7550

L'AVENIR DES MINES AU QUÉBEC

Sur un fil... de fer

Fleur de l'industrie, la Côte-Nord vit aujourd'hui des heures plus difficiles

François Pouliot
FPouliot@lesoleil.com

■ Fer de lance de l'industrie minière québécoise, la Côte-Nord vit aujourd'hui des heures plus difficiles. Si l'on s'entend pour dire que le minerai de fer demeurera dans le futur un important créateur d'emplois, le nombre de ces emplois est beaucoup plus incertain.

« Les mines seront toujours là dans 20 ans, mais je crois que les choses vont aller en dents de scie », résume le sous-ministre associé aux Mines, Jean-Louis Caty.

Les exploitations de fer sont au nombre de trois. Deux sont en fait localisées au Labrador (Terre-Neuve), mais sortent tout de même leur production par le Québec.

La compagnie minière Québec Cartier exploite une mine et un concentrateur à Mont-Wright, près de Fermont. Elle y emploie près de 950 travailleurs. Un nombre équivalent de salariés travaille à son usine de bouletage de Port-Cartier.

La compagnie minière IOC (Iron Ore Canada) exploite les mines de fer de la région du lac Carol, près de Labrador City. Elle y effectue aussi ses activités de concentration et de bouletage, mais les boulettes sont transportées par wagon jusqu'au port de Sept-Îles, où sont notamment installées les activités administratives de la société. Près de

1500 travailleurs de Terre-Neuve vont aux mines, alors que 535 sont installés au Québec.

La mine Scully, située à Wabush, également au Labrador, est propriété de Mines Wabush. Son concentré est expédié par train à Pointe-Noire, près de Sept-Îles, où est installée une usine de bouletage. Quelque 380 mineurs Terre-Neuviens trouvent de l'emploi à Wabush, alors que 300 travailleurs sont à Sept-Îles.

REGROUPEMENTS SOUHAITÉS

Le secteur de l'acier traverse une crise sans précédent au point où, unanimement, les hauts dirigeants des trois sociétés s'entendent pour dire qu'elles devraient être regroupées et ne former qu'une seule et même entité, ce qui permettrait des économies. « Les expéditions des trois producteurs de minerai de fer Québec-Labrador ont baissé de 23,5% en 2001 », dit Gilles Sauriol, économiste au ministère des Ressources naturelles du Québec.

L'industrie du fer subit les contrecoups des déboires de l'industrie de l'acier

Les perspectives auraient commencé à s'améliorer depuis quelques semaines, mais pas suffisamment pour redonner le sourire à l'industrie. IOC a d'ailleurs récemment annoncé qu'elle allait stopper ses activités pour une période de cinq semaines en période estivale, plaçant ses 2000 travailleurs en congé forcé.

L'industrie du fer subit les contrecoups des déboires de l'industrie de l'acier. Les prix de l'acier ont récemment touché leur plus bas niveau en 10 ans et les inventaires demeurent élevés. « Avant que des indicateurs ne pointent en faveur d'une reprise, on s'attendait à ce que le secteur redémarrer tranquillement en 2002 et plus fortement en 2003. On peut maintenant penser que les perspectives ne peuvent qu'être meilleures », estime M. Sauriol.



Comme les autres industries, le monde des mines s'est adapté aux nouvelles technologies.

À la merci de la chute des prix des métaux

Samedi
AUJOURD'HUI
Lundi

L'amiante en crise
VIVRE DU FER
La relance de l'industrie

RÉJEAN LACOMBE ET FRANÇOIS POULIOT
RLacombe@lesoleil.com FPouliot@lesoleil.com

■ La chute des prix des métaux est en grande partie responsable des problèmes de renouvellement de la ressource minière québécoise. Coïncées financièrement, les sociétés diminuent leurs budgets d'exploration. Et des réserves qui étaient jadis économiques ne le sont plus. Les prix peuvent-ils se redresser?

« À la fin des années 80, début des années 90, deux événements se sont produits et sont venus perturber le marché : la chute du rideau de fer et l'ouverture des pays du Sud », dit le président et directeur général de Soquem, Yves Harvey.

M. Harvey soutient que la chute du communisme a été suivie d'une diminution de la consommation dans les pays de l'Est, mais pas d'une diminution aussi marquée de la production. L'offre et la demande sont alors entrées en déséquilibre.

En parallèle, l'Amérique du Sud a ouvert ses portes à l'exploration. Grandes et petites sociétés du monde minier se sont lancées à l'assaut du territoire et les gros gisements, qui n'attendaient qu'à être découverts, l'ont été. « Ce que l'on vit aujourd'hui, c'est la mise en exploitation de ces dépôts. Ces ressources noient le marché », estime M. Harvey.

Le président de Soquem estime que l'effet déstabilisateur de ces deux événements commence cependant à s'estomper.

Regard sur chacun des secteurs.

L'OR

Avec une dizaine de mines, l'or est la plus importante ressource minière du Québec. Selon le ministère des Ressources naturelles, les expéditions aurifères ont en 2001 atteint 452 millions \$, soit 21,4% de la production totale des métaux et 16% de la production minière.

Le secteur est particulièrement sous pression depuis le milieu des années 90, avec la décision de quelques banques centrales européennes de liquider en partie leurs réserves aurifères.

L'or n'est-il plus aujourd'hui qu'un actif monétaire secondaire ou est-il toujours la valeur ultime? La question ne fait pas l'unanimité et les vendeurs ont rapidement déséquilibré le marché.

À 400 \$US l'once en 1996, son prix est descendu près de 250 \$US, avant de lentement remonter pour aujourd'hui coter autour de 300-320 \$US.

L'accord de Washington est notamment à l'origine du redressement. En 1999, les banques centrales européennes se sont entendues pour collectivement limiter leurs ventes d'or à 400 tonnes par année et ce, jusqu'en 2004. « À ce niveau, c'est un peu plus facile pour les producteurs. Pour que l'on retourne à une période d'exploration, l'or doit toutefois remonter à 325-340 \$ l'once », estime Dan Tolgyesi, directeur général de l'Association minière du Québec.

Certains analystes croient que l'or pourrait cette année toucher les 325 \$US, à la faveur d'inquiétudes au Japon et des troubles au Moyen-Orient.

La banque centrale d'Allemagne a cependant laissé entendre qu'elle pourrait vendre une partie de son or. « La France, les États-Unis et l'Allemagne ont toujours été considérés comme de forts partisans de réserves aurifères. Si l'Allemagne devait rejoindre les rangs des vendeurs, ce serait le clou dans le cercueil pour le statut monétaire de l'or », soutient Lawrence Eagles, analyste chez GNI Limited.

LE ZINC

En 2001, les expéditions de zinc québécoises se sont chiffrées à 362 millions \$, plaçant le métal au second rang des apports minéraux de la province avec 17,2% du total des productions métalliques.

Le prix du zinc a toutefois plongé de 20% pour s'établir à 0,41 \$US la livre. Un creux de 0,34 \$ a même été atteint en janvier 2002, du jamais vu depuis 1986. La maison CIBC Marchés mondiaux estime qu'actuellement, plus du tiers des mines dans le monde fonctionne à perte. À l'évidence, ces mines ne pourront tourner indéfiniment et devront fermer, ce qui devrait aider à rééquilibrer l'offre et la demande. La

situation risque cependant de prendre plusieurs mois encore. Les inventaires de zinc sont à leur plus haut niveau en cinq ans.

Plusieurs analystes prévoient que le prix moyen du zinc pourrait s'établir en 2002 autour de 0,40 \$US la livre. Son prix futur dépendra de la force de la reprise.

LE CUIVRE

Le cuivre est la troisième ressource en importance pour le Québec, avec des expéditions de 244,3 millions \$ en 2001, soit 11,6% de la production métallique totale. Comme pour le zinc, la province compte une demi-douzaine de mines (qui produisent également souvent d'autres métaux).

Depuis 1996, le prix du métal est en difficultés, notamment en raison d'une importante manipulation de marché. Au milieu des années 90, un courtier de la multinationale Sumitomo a artificiellement maintenu pendant plusieurs mois le cours du cuivre à un niveau déraisonnablement élevé. De nombreux projets ont alors germé et l'offre a dépassé la demande. En 1996, le prix du cuivre allait s'effondrer, décrochant de son niveau de 1,30 \$US la livre pour toucher les 0,90 \$US.

La demande a finalement rattrapé l'offre en 2000. Mais le 11 septembre a de nouveau déséquilibré le marché. Le cuivre cote aujourd'hui autour de 0,70 \$ la livre. AME Mineral Economics estime que les prix ne devraient pas récupérer rapidement, mais pourraient s'apprécier lors de la reprise économique.

LE NICKEL

Pour des motifs commerciaux, l'apport du nickel pour l'économie québécoise est tenu confidentiel. Une seule mine, Raglan, en produit. Située dans le Grand Nord, son espérance de vie est d'au moins 18 ans et ses 440 emplois n'apparaissent pas en danger.

N'empêche que le prix du nickel a lui aussi connu des jours difficiles. Son prix moyen annuel en 2001 s'est élevé à 2,73 \$US la livre, une diminution de 30% sur l'année précédente. Il cote aujourd'hui autour de 2,50 \$ la livre. La maison RBC Marchés des capitaux explique que le marché du nickel réagit d'ordinaire assez vigoureusement aux reprises économiques, mais qu'un inventaire de 40 000 à 60 000 tonnes pourrait être stocké en Russie et être absent de l'inventaire officiel du London Metal Market. BMO Nesbitt Burns estime cependant que le prix du métal pourrait grimper à 3,30 \$ la livre.

Saviez-vous que...

■ **DEPUIS 1665** L'histoire des ressources minérales au Québec ne date pas d'hier. Si l'on passe l'éponge sur l'affaire de l'or des fous (pyrite) et des diamants (Cap Diamant) de Jacques Cartier, il faut remonter à 1665, époque où le Sieur de la Potardière a fait l'examen d'un minerai près de Trois-Rivières. En 1773, les Forges du Saint-Maurice voyaient le jour. Mais c'est en 1920 que l'industrie minière québécoise a pris véritablement son essor.

■ **2000 MÈTRES SOUS TERRE** Au Québec, les mines les plus profondes atteignent environ 2000 mètres. C'est l'équivalent d'un édifice de 500 étages. Mais à Géologie Québec, on explique que l'on égratigne à peine la peau de la grosse boule car nous sommes à 6350 kilomètres du centre de la terre, soit la distance qui sépare le Québec du Portugal. En Afrique du Sud, certaines mines atteignent une profondeur de cinq kilomètres.

■ **LE FORAGE EN BAISSSE** Ces cinq dernières années, le nombre de mètres de forage n'a cessé de diminuer. En 1996, on avait effectué 1 089 619 mètres de forage. En 2000, on en était rendu à un modeste 622 937 mètres, une baisse de 43%.

■ **PLUS QUE DES ROCHES** Au Québec, 90% du sous-sol est constitué de roches précambriennes. Il s'agit là d'un ensemble géologique fort réputé pour ses gisements d'or, de fer, de cuivre, de zinc et de nickel.

■ **UN MONDE À EXPLORER** Le territoire québécois est vaste. Mais il existe encore un monde à explorer, qui cache peut-être des richesses minières importantes. À Géologie Québec, on précise que plus de 300 000 km² de notre territoire échappent à une connaissance géoscientifique exhaustive. Cet immense domaine représente 60% de la superficie du territoire minier du Grand Nord et du Moyen Nord.

■ **POUSSIÈRES D'OR** Pour obtenir quelques grammes d'or, il faudra retirer de la mine et traiter une tonne de minerai d'or. Pour obtenir une tonne de fer du sous-sol, il faut extraire de trois à quatre tonnes de minerai.

■ **UNE SUR MILLE** Il faut du temps, de la patience et de l'argent. Entre la découverte et l'ouverture d'une mine, on peut compter une période de cinq à dix ans. On aura alors englouti entre 50 millions \$ et 500 millions \$. Les experts indiquent qu'un dépôt sur mille devient un gisement minier économiquement rentable. La durée de vie d'une mine cause aussi un problème. Comme la mine Horne à Noranda, elle peut durer 60 ans. Mais sa vie peut aussi bien durer d'un an à trois ans.

■ **PURETÉ D'ABORD** Avant de transformer le métal, il faut franchir l'étape de la fusion. Le concentré de cuivre, de zinc, d'or ou d'argent est chauffé à des températures dépassant les 1000 °C. Cette fusion permet d'obtenir un métal d'une plus grande pureté.

■ **DES PRODUITS D'ICI** Avec tous ces métaux, les chercheurs réussissent à mettre régulièrement au point de nouveaux alliages. Deux Québécois, Éric Weynand et Nonu Ifergant, ont profité de ces découvertes pour créer des montures de lunettes presque indestructibles. On retrouve dans l'alliage du cuivre, de l'aluminium et du béryllium. La trouvaille a été baptisée « alliage à mémoire de forme ».

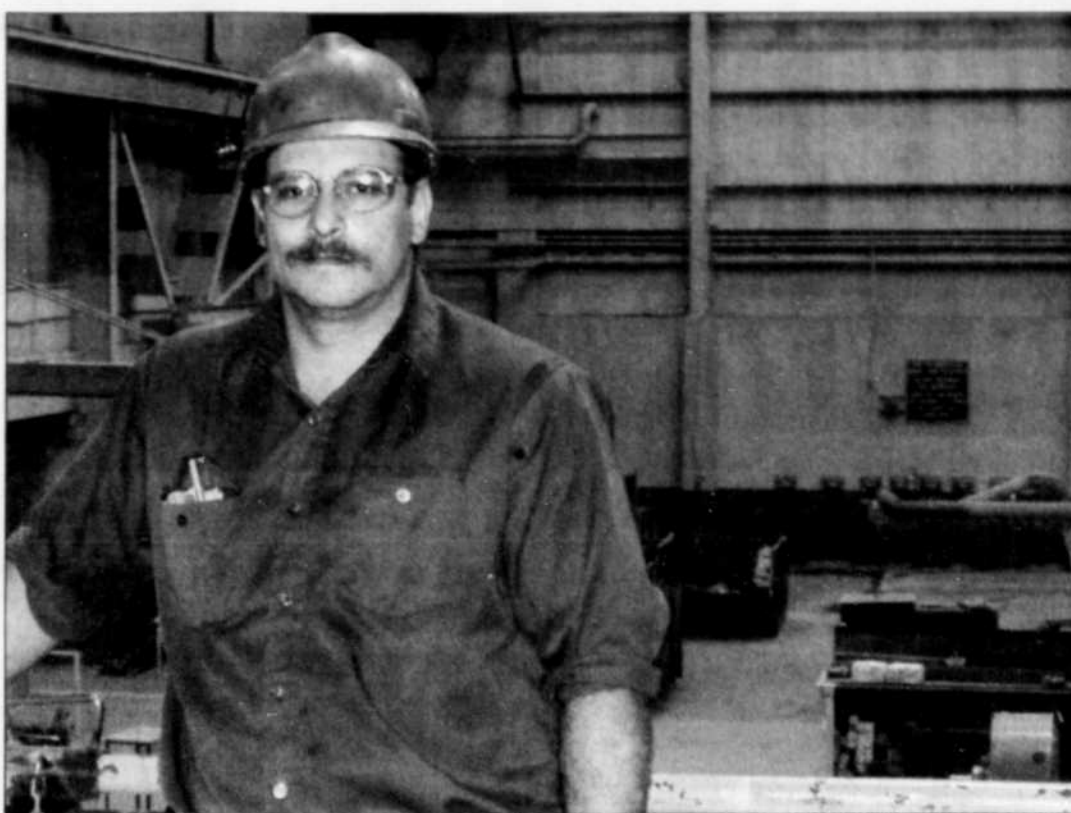
■ **LA BÉCANE D'INDURAIN** Même le célèbre cycliste Miguel Indurain, qui a remporté le Tour de France en 1994, n'a pu résister à la valeur des alliages québécois. Sa bécane était fabriquée de duralcan, un alliage plus léger que l'aluminium. La beauté de la chose, c'est que cet alliage a été coulé chez nous, à Jonquière, dans l'usine de l'Alcan.

■ **DES TONNES D'ACIER** Le Québec est aussi un important producteur d'acier. Sidbec-Dosco, de Contrecoeur, produit 1,3 million de tonnes d'acier annuellement. Stelco McMaster, également à Contrecoeur, présente un bilan de 410 000 tonnes. QIT Fer et titane de Sorel en fabrique 400 000 tonnes. Aciers inoxydables Atlas de Tracy, 115 000 tonnes, et Canadian Steel Wheel de Montréal, 100 000 tonnes. R.L.

L'AVENIR DES MINES AU QUÉBEC

À Fermont, la mine est une manière de vivre

STEEVE PARADIS
Collaboration spéciale



C'est une «balloune» qui a conduit Denis Bérubé, mécanicien sur les ponts roulants, à Fermont. «Plus tu restes longtemps, plus c'est dur de partir. Aujourd'hui, je suis prêt à faire mon temps.»

■ MONT-WRIGHT (Nouveau-Québec) — Pour bien des citadins, vivre dans une petite localité isolée, à des centaines de kilomètres au nord de la ville la plus proche, serait un calvaire impossible à supporter. Mais pour les habitants de Fermont, ville minière sise au septentrion de la Côte-Nord, on peut facilement vivre dans une ville du genre, et même aimer ça!

La mine, à Fermont comme pour bien d'autres villes du genre, ce n'est pas seulement un employeur, c'est une manière de vivre. C'est une vie particulière, loin du reste du monde, mais néanmoins enrichissante. Foi de ses résidents, Fermont a des qualités qu'on ne retrouve nulle part ailleurs si, bien sûr, on veut s'y acclimater et pas seulement «faire son temps», comme on dit là-bas, soit amasser un bon pécule et retourner au plus vite «en bas».

«C'est une très belle ville pour élever des enfants, il y a tout pour eux, on ne peut pas demander mieux», confie Anne-Marie Savard, magasinière au gigantesque entrepôt de la compagnie minière Québec Cartier à Mont-Wright, à une dizaine de kilomètres de Fermont. Mais elle ajoute un bémol. «C'est cependant très difficile quand les enfants sont partis. Nous, on n'a pas le choix de rester, on est proches de la retraite.»

Quand M^{me} Savard parle de ville minière, elle sait de quoi elle cause. Native de Lac-au-Saumon, dans le Bas-Saint-Laurent, elle est arrivée avec ses parents à l'âge de 17 ans à Gagnon, ville nordique aujourd'hui fermée où se trouvait la première mine de fer de Québec Cartier. Elle y a vécu et travaillé de 1965 à 1975, moment où elle s'est établie à Fermont.

«Québec Cartier a été le seul employeur de ma vie; c'est une affaire de famille chez nous», ajoute la sympathique dame, qui aura 55 ans cet été. La compagnie est l'employeur direct de 1050 des 4000 citoyens de Fermont, située à près de 600 kilomètres au nord de Baie-Comeau, collée sur la frontière avec le Labrador.

Lorsque l'heure de la retraite aura sonné, M^{me} Savard va laisser les paysages lunaires et les forts vents pour un tout autre horizon. Le couple rejoindra en effet ses deux enfants, qui demeurent dans la région montréalaise. La hâte qui habite la toute nouvelle grand-mère de serrer dans ses bras à sa guise son petit-enfant ne l'empêchera toutefois pas d'éprouver un pincement au cœur quand viendra le temps de quitter son pays d'adoption.

«À la retraite, on va aller s'établir en ville pour enfin connaître les quatre saisons, lance-t-elle en riant. Mais on a fait une très belle vie ici, on

ne regrette rien. C'est maintenant une nouvelle étape qui va commencer.»

LES HASARDS DE LA VIE

Si certains semblent nés pour vivre dans une ville nordique, d'autres y arrivent par accident et pas nécessairement de gaieté de cœur. Ce fut le cas de Denis Bérubé, il y a 12 ans. «C'est le hasard de la vie qui m'a conduit ici, confie ce mécanicien sur les ponts roulants. J'ai pogné une «balloune» en bas et je ne pouvais plus conduire. Ici, on n'a pas besoin de ça.»

La mise en vente de Québec Cartier préoccupe. «On commence à avoir hâte que Québec Cartier se trouve une famille», affirme le représentant des Métallos

M. Bérubé indique qu'avec les années, il a tout de même appris à apprécier sa ville, lui qui est amateur de pêche et qui passe le reste de ses temps libres à remonter des automobiles. Il s'était pourtant dit qu'il ne s'éterniserait pas à Fermont. «Plus tu restes longtemps, plus c'est

dur de partir. Aujourd'hui, je suis prêt à faire mon temps», lance-t-il en blaguant, un peu comme s'il acceptait de purger une sentence d'emprisonnement. Son épouse, originaire de Thetford Mines, a un bon boulot au CLSC, ajoute-t-il. Toutefois, le mal du pays frappe à l'occasion le mécanicien natif de Matane. «Je trouve encore ça dur, des fois, d'être isolé, surtout pour les grands événements comme les fêtes de famille et les mariages.»

Comme sa collègue de l'entrepôt, M. Bérubé estime que Fermont a encore de belles années devant elle et que le boulot ne manquera pas. Mais l'an dernier, pour la première fois depuis longtemps, la mine a cessé ses activités pendant 16 semaines, dont quatre pour un lock-out. Il n'y a pas d'arrêt prévu en 2002. «J'ai confiance en l'avenir ici, souligne le gaillard. Comme les autres compagnies, on est à la merci des marchés, mais de l'acier, on va toujours continuer à en avoir besoin.»

EN FAMILLE D'ACCUEIL

Cet optimisme est modérément partagé par Daniel Roy, coordonnateur pour la Côte-Nord du syndicat des Métallurgistes unis d'Amérique. «On nous a toujours dit que les choses allaient se replacer pour l'industrie dans la deuxième moitié de 2002, comme pour le reste de l'économie, et on partage cet avis, indique-t-il. Mais la situation ne peut pas rester comme elle est. Il faut que ça bouge.»

Le responsable des Métallos, qui représente les 5000 travailleurs nord-côtiers du fer, pense particulièrement à la mise en vente de Québec Cartier, un élément qui le préoccupe. «On commence à avoir hâte que Québec Cartier se trouve une famille, parce que la compagnie est présentement en famille d'accueil qui voit à ses opérations, mais pas à son développement. Il doit y avoir bientôt un vrai proprio qui va investir et développer.»

M. Roy estime de plus que les grands regroupements dans le domaine de l'acier aux États-Unis auront peut-être des répercussions sur les compagnies minières du Québec et du Labrador. Il pense d'ailleurs que si une éventuelle fusion se produit, celui qui pourrait la réaliser est déjà bien installé en arrière-scène.

«Mines Wabush, on pense que c'est la plus petite compagnie des trois (avec Québec Cartier et IOC), mais elle est propriété de Cleveland Cliffs, qui est loin d'être une petite compagnie, précise le coordonnateur. Cleveland Cliffs est actuellement en mode acquisition en Amérique du Nord.»

Selon les informations du site Internet de Québec Cartier, la mine de Mont-Wright peut aisément fournir du minerai de fer jusqu'en 2020 et des études sont actuellement en cours pour trouver des manières de faire permettant de repousser cette échéance de plusieurs années.

C'est la Fête de la Famille à l'Hippodrome de Québec

le dimanche 26 mai dès 12h30

6^e édition
COURSES... DONS
Louise Brissette



Soyez de l'événement!

Horaires de la journée

- | | |
|----------------|---|
| 12h | Ouverture des portes |
| 12h30 et 15h30 | Spectacle de danse avec la troupe TOUPIES DANSE |
| Dès 12h30 | Carrousel de poneys |
| | Petite ferme, Mascottes |
| | Clown, maquillages, ballons |
| | Jeux gonflables pour les enfants |
| | Animation musicale |
| | Tours de voiture sur la piste |
| 13h | Spectacle amateur pour les enfants animé par Claire Pimparé |
| 14h et 17h10 | Sauts de parachute par l'ÉQUIPE PARABEC |
| 16h05 | Premier départ de courses de chevaux |

**ENTRÉE GRATUITE
ET STATIONNEMENT
REMBOURSABLE**
à l'hippodrome

ORGANISÉ EN
COLLABORATION AVEC:

Le Fonds
Hippodrome

HIPPODROME
DE QUÉBEC

+AODS

L'Hippodrome
versera
1\$
par personne
présente
à l'œuvre de
Mme Brissette

**VERSEZ 1\$ À L'ŒUVRE
DE MADAME BRISSETTE
ET RECEVEZ
GRATUITEMENT
UNE CANETTE DE**

PEPSI

**À gagner
10 téléviseurs
13"**
en prix de présence

LE MONDE

TAÏWAN

Le Boeing aurait explosé

225 disparus dans l'écrasement d'un 747 de China Airlines qui effectuait son dernier voyage avant d'être revendu à une compagnie aérienne thaïlandaise

MAKUNG, Taïwan (d'après AFP et AP) — Un avion de la compagnie taïwanaise China Airlines (CAL) s'est écrasé hier au large de Taïwan, ne laissant vraisemblablement aucun survivant parmi les 225 personnes qui se trouvaient à bord, selon des responsables taïwanais.

L'avion pourrait avoir explosé car des fermiers du comté de Changhua, sur la côte Ouest, ont trouvé des morceaux de magazines distribués dans les avions et autres papiers portant le logo ou des autocollants de China Airlines. La chaîne de télévision par câble TVBS a montré des responsables munis de lampes torches sillonnant les rizières pour recueillir des morceaux de papier dans des sacs de plastique.

Dix corps ont été récupérés et plus de 100 autres, repérés en mer plusieurs heures après la chute du Boeing 747-200 reliant Tai-Pei à Hong-Kong avec une majorité de passagers et membres d'équipage taïwanais, a déclaré le vice-ministre des Transports, Yu Fang-lai, qui coordonne les recherches sur place.

SURVIVANTS IMPROBABLES

«Étant donné l'altitude à laquelle l'avion se trouvait lorsqu'il a commencé à plonger vers la mer, je ne crois pas que quiconque ait pu résister à l'impact», a dit à l'AFP M. Chang Kuocheng, directeur de l'Administration de l'aviation civile. «Il n'y a pratiquement aucune chance

qu'il y ait des survivants», a-t-il ajouté.

Le Boeing 747-200 s'est abîmé à 25 milles marins de l'île de Penghu, à une cinquantaine de kilomètres à l'ouest de Taïwan, alors qu'il volait à plus de 10 000 m d'altitude.

Le vol CI611 transportait 206 passagers et 19 membres d'équipage, a précisé la CAL, principale compagnie de Taïwan.

Parmi les passagers, 189 sont Taïwanais, sept originaires de Macao, cinq de Hong-Kong, deux de Singapour et un est de nationalité suisse, selon CAL.

Le vol a disparu des écrans radar à 15 h 28 soit 40 minutes après son décollage de la capitale taïwanaise, et la tour de contrôle de l'aéroport

Chiang Kai-shek de Tai-Pei n'a reçu ni signal de détresse ni appel à l'aide, selon les autorités.

L'avion avait plus de 22 ans de service et effectuait son dernier vol pour CAL avant d'être vendu à une compagnie thaïlandaise. Il avait fait l'objet de vérifications récentes, a dit la compagnie qui a précisé que le temps était beau près de l'île de Penghu au moment de l'accident.

En raison d'une série de catastrophes aériennes dans les années 190, China Airlines était considérée comme l'une des compagnies les plus dangereuses au monde. Au cours des dernières années cependant, la compagnie a réorganisé son conseil d'administration et des efforts ont été déployés afin de renforcer la sécurité.

JEAN-PAUL II EN BULGARIE

Le timonier est de plus en plus fatigué

Souffrir c'est en quelque sorte le métier du pape

BRUNO BARTOLONI
Agence France-Presse

■ RILA, Bulgarie — Alors que Jean-Paul II entamait hier à Rila l'avant-dernière journée de sa visite en Bulgarie, son porte-parole, Joaquín Navarro Valls, reconnaît que le pape consent «un effort important», mais ajoute qu'il respectera intégralement son programme.

L'entourage du souverain pontife ne cache plus sa préoccupation face à la santé chancelante du pape qui, âgé de 82 ans, est atteint de la maladie de Parkinson et souffre d'arthrose à un genou.

«Nous sommes tous préoccupés, évidemment», commente le cardinal allemand Walter Kasper, président du conseil pour le dialogue œcuménique qui accompagne le pape en Bulgarie.

Mais bien que diminué, Jean-Paul II n'en reste pas moins déterminé à accomplir sa mission pastorale et à faire en sorte que la barque de Saint-Pierre n'aille pas à la dérive. «Pour le pape, souffrir, c'est en quelque sorte son métier. Sa détermination à poursuivre sa mission reste un exemple extraordinaire pour tous. Il montre qu'une personne âgée et malade garde sa valeur dans un monde qui a tendance à rejeter les vieux et les faibles», ajoute le cardinal.

Au départ de la 96^e visite pastorale du Saint-Père, alors que l'un de ses plus proches collaborateurs avait publiquement évoqué l'hypothèse d'une démission pour raisons de santé, le cardinal allemand Joseph Ratzinger et le secrétaire d'État Angelo Sodano, également cardinal, avaient tenu à rassurer.

«Nous ne nous sommes que les rameneurs. Au gouvernement, il n'y a qu'un timonier, le pape», avaient-ils déclaré à la télévision publique italienne.

L'Église agit à l'égard de ses papes comme les collaborateurs des chefs

d'État ou de gouvernement malades, qui sont parfois amenés à mentir au nom de la «raison d'État» pour tranquilliser l'opinion publique.

Non par crainte des conséquences politiques ou économiques, explique-t-on au Vatican, mais en signe de respect pour le pape. L'Église «ne risque rien» si son gouvernement tourne au ralenti car elle ne prend pas ses décisions dans l'urgence, ajoute-t-on.

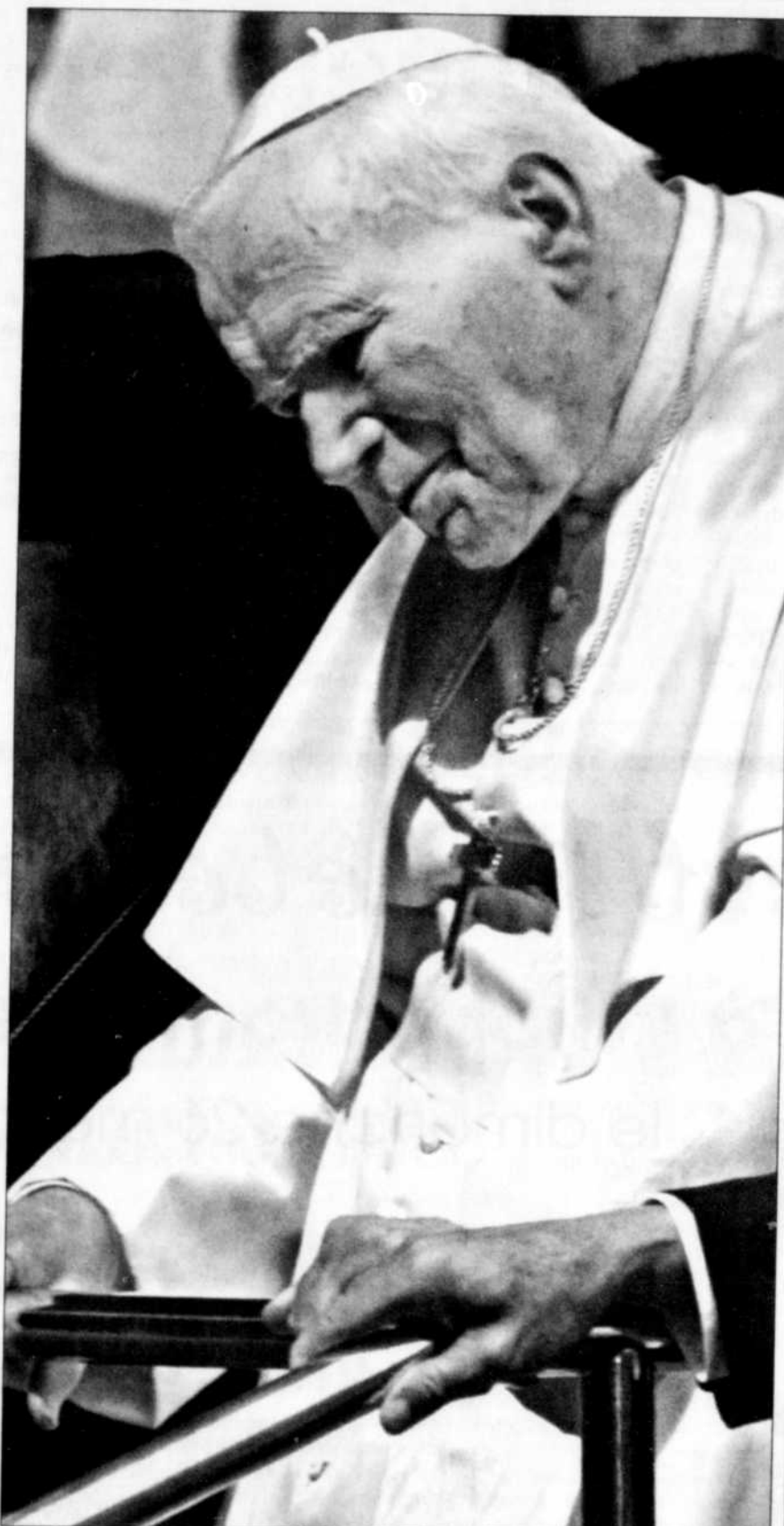
Le pape, fatigué par son traitement, presque immobilisé, n'articulant plus que difficilement, semble ne vouloir plus entreprendre que des projets d'envergure : dialogue œcuménique, promotion de la foi et des grandes valeurs chez les jeunes, actions en faveur de la paix.

«Tant qu'il me restera un souffle, j'invoquerai la paix au nom de Dieu», avait-il dit en arrivant en Azerbaïdjan mercredi.

Quand l'affaire des prêtres pédophiles a éclaboussé l'Église américaine, le pape lui-même a pris en main le dossier et a convoqué au Vatican les responsables de la conférence épiscopale des États-Unis.

Sans trop le dire ouvertement, les évêques dans le monde entier s'interrogent sur l'avenir à court terme car les questions pressent aux portes de l'Église du troisième millénaire. Elles concernent la morale et la doctrine, le célibat des prêtres ou le rôle des femmes dans l'Église.

Mais ils ne semblent pas s'inquiéter excessivement. «Pour les gens qui ont la foi, le Saint-Esprit surveille l'Église», entend-t-on au Vatican. Car l'Église, organisée en pyramide, peut agir grâce aux délégations faites aux proches collaborateurs du pontife.



Malgré le déclin rapide de sa condition physique, Jean-Paul II poursuit quand même activement son activité pastorale. Il a fait un nouveau geste en direction des Églises orthodoxes en exaltant le monachisme oriental, «don pour toute l'Église», hier, au monastère Saint Jean Rila, en Bulgarie. «Que serait la Bulgarie sans le monastère de Rila qui, dans les temps les plus sombres de l'histoire nationale, a maintenu allumé le flambeau de la foi?», s'est interrogé le souverain pontife en arrivant dans la plus grande retraite orthodoxe des Balkans, à 120 km au sud de Sofia. «Que serait la Russie sans les myriades de demeures de l'Esprit Saint qui lui ont permis de vaincre l'enfer des persécutions soviétiques?», a poursuivi le Saint-Père, dont les paroles étaient difficilement intelligibles. Depuis le début de sa 96^e visite pastorale, mercredi en Azerbaïdjan, le pape ne marche que très peu et est déplacé debout sur une petite plate-forme à roulettes munie d'une rampe sur laquelle il s'appuie.

Collision ferroviaire meurtrière

Environ 200 morts au Mozambique

MAPUTO, Mozambique (AP) — Un train transportant des voyageurs à destination de l'Afrique du Sud a percuté hier matin un convoi de marchandises stationné dans une gare dans le sud du Mozambique, tuant 196 personnes et en blessant plusieurs centaines d'autres, a annoncé le ministre des Transports de ce pays, Tomas Salomao, à la radio nationale.

Le président Joachim Chissano a qualifié l'accident, pire désastre ferroviaire qu'il ait connu le pays, de «tragédie nationale» et a appelé ses concitoyens à donner du sang pour les blessés et à soutenir les familles meurtries.

La collision a eu lieu à 5 h du matin hier quand le train, qui peut transporter jusqu'à un millier de personnes, a percuté l'arrière du train de marchandises dans une gare de la ville de Moamba, à une soixantaine de kilomètres au nord de Maputo, la capitale du Mozambique.

ITESSE INCONNUE

On ignore encore à quelle vitesse roulait le train de passagers.

Plusieurs passagers étaient encore prisonniers de la tôle tordue hier soir et les secours tentaient de les extraire avec des tracteurs et du matériel de construction.

Le ministre de la Santé Francisco Songane a déclaré que 192 personnes avaient été tuées et que 400 autres avaient été blessées, et il s'attendait à ce que ce bilan s'aggrave encore. Quelques heures plus tard, quatre corps supplémentaires étaient découverts.

«Il y a encore des gens là-dessous. Lorsque nous sommes arrivés, les passagers mouraient dans nos bras parce que nous ne pouvions pas les extraire assez vite», a déclaré un officier de police à une chaîne de télévision.

Le ministre des Transports Tomas Salomao a estimé que l'opérateur était responsable de l'accident et qu'il devrait payer des compensations aux victimes et à leurs familles. Antonio Libombo, un responsable de la compagnie ferroviaire nationale, a affirmé ignorer la cause de l'accident et a refusé de commenter les déclarations de M. Salomao.

EN BREF

INDE

Mariage électrisant mais fatal pour une soixantaine d'invités

■ NEW DELHI — Une soixantaine de personnes au moins, toutes invitées à une noce, ont été électrocutées hier dans le nord de l'Inde lorsque leur autocar surchargé de bagages a accroché une ligne à haute tension, selon l'agence Press Trust of India (PTI). Sur le toit du véhicule étaient en effet empilés les bagages des voyageurs qui ont touché les câbles électriques. Les invités se rendaient au domicile de la future mariée. On ignore le sort du futur époux. Deux passagers du car, tombés hors du véhicule, ont survécu. L'accident s'est produit dans un village du district de Bahraich, dans l'État de l'Uttar Pradesh, à 450 km à l'est de New Delhi. (AP)

Jour de vote explosif en Colombie

BOGOTA (AFP) — Un climat de haute tension entoure l'élection présidentielle d'aujourd'hui en Colombie, avec la mobilisation de 212 000 policiers et militaires pour assurer la sécurité d'un scrutin, dont Alvaro Uribe (droite) est le grand favori pour succéder au conservateur Andres Pastrana.

Une vague de sabotages, d'attentats et d'offensives menées par la guérilla ces derniers jours font craindre une explosion de violence pendant le vote, au point d'avoir conduit le chef de l'État vendredi à inviter la population à «se préparer à des actes terroristes».

Cette hantise n'a pas épargné l'entourage d'Alvaro Uribe.

Le lieu et l'heure de son déplacement pour voter étaient toujours tenus secrets hier à Bogota, après les 15 tenta-

tives d'attentat dont il a été la cible au cours des sept derniers mois.

Candidat à la vice-présidence sur le ticket d'Alvaro Uribe, Francisco «Pacho» Santos, 40 ans, a lui-même échappé vendredi à un attentat.

Une bombe artisanale a explosé, mais sans faire de victimes, à l'université de Pereira (ouest) où il venait de se rendre pour une réunion.

Cet ancien journaliste, réfugié à l'étranger l'an dernier après avoir subi des menaces de la guérilla, avait été séquestré pendant huit mois en 1990 par les hommes de Pablo Escobar, l'ancien chef du cartel de la drogue de Medellín, tué par la police en 1993.

Les derniers sondages donnent entre 48 et 51 % des intentions de vote à Alvaro Uribe, 49 ans.

L'ancien gouverneur de Medellín est

partisan d'une attaque frontale contre les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC, marxistes), principale guérilla du pays en nombre avec 17 000 hommes.

Son principal adversaire, Horacio Serpa (libéral), est crédité de 26 à 27 % des voix, selon les mêmes sondages.

Toutes les forces de l'ordre sont en état d'alerte maximale depuis vendredi pour permettre la tenue du scrutin, soit 100 000 policiers, autant de militaires, et 12 000 agents du Département administratif de sécurité (DAS, services secrets).

Au total, 23,8 millions de Colombiens sont inscrits sur les listes électorales.

Une série de nouveaux attentats contre des pylônes électriques ont privé d'électricité hier une partie des départements de Cesar, de Guajira, de

Magdalena et d'Arauca, dans le nord et le nord-est.

Onze militaires avaient été tués dans l'explosion d'un champ de mines antipersonnel jeudi à Ovejas, à 1 100 km au nord de Bogota.

Quatre rebelles des FARC avaient trouvé la mort le même jour dans la manipulation d'explosifs à l'intérieur d'un camion à Sibát, à 20 km au sud de Bogota.

Selon la police, les guérilleros auraient l'intention de commettre des attentats aujourd'hui.

Depuis la rupture des pourparlers de paix entre le pouvoir et les FARC le 20 février dernier, la Colombie est plongée dans l'une des plus fortes spirales de violence de son histoire.

La guerre civile a déjà fait plus de 200 000 morts depuis 1964.

OPINIONS

Faites parvenir vos lettres à l'adresse suivante : Carrefour des lecteurs, Journal LE SOLEIL, 925, chemin Saint-Louis, C.P. 1547, Succ. Terminus Québec, Québec, G1K 7J6. Ces missives devront être courtes et accompagnées du nom, de l'adresse et du numéro de téléphone de leur signataire. Nous nous réservons le droit de réviser et d'abréger vos lettres au besoin. Adresse électronique : opinion@soleil.com

Des questions de sexe

Notre société donne de plus en plus dans la misandrie

Mathieu Richard

Québec

Comment se fait-il qu'aucun organisme de protection des consommateurs ne réagisse quand un bar ou une boîte de nuit offre des consommations gratuites aux femmes et seulement aux femmes? N'est-ce pas de la discrimination?

Comment se fait-il qu'une taverne réservée seulement aux hommes est considérée comme un archaïsme, alors qu'un centre sportif réservé uniquement aux femmes est plutôt lié au progrès dans l'imaginaire collectif?

En publicité, l'homme est le dindon de la farce... Il suffirait d'inverser les rôles et de voir si ce serait accepté

Que devons-nous penser de la chaîne de dépanneurs qui nous vend des sandwiches en nous disant que le genre masculin est de nature paresseux puis qu'il opérerait pour «la solution facile»? Peut-être suis-je maintenant trop paresseux pour me rendre dans leurs succursales... En publicité, l'homme est maintenant le dindon de la farce. Les mauvais messages sont faciles à identifier; il suffit d'inverser les rôles (mettre une femme à la place de l'homme, dois-je le préciser?) et de se demander si cela passerait sans plaintes.

JUSTICE?

Et que penser de notre justice? Peut-être a-t-elle quelque chose à voir avec les tueries familiales où les hommes en instance de divorce ont l'impression qu'ils y perdront tout, même le droit d'occuper une place importante dans la vie de leurs enfants.

Il existe une réponse commune à ces questions: notre société donne de plus en plus dans la misandrie. L'égalité est encore loin.



Un bref séjour à Montréal m'a brutalement fait réaliser comment le statut du français au Québec est précaire.

SITUATION DU FRANÇAIS AU QUÉBEC

L'alouette en colère

Pierre-Olivier Nadeau

Étudiant, Sainte-Foy

La semaine dernière, j'ai eu à visiter Montréal pour quelques jours. Étant natif de Québec et n'ayant ni famille là-bas, ni de magasinage à y faire, j'ai vécu mes 26 premières années dans une relative ignorance de la métropole. Quel choc ce fut pour moi de constater l'omniprésence de l'anglais dans l'île de Montréal, particulièrement chez les immigrants! Quel choc de me faire servir uniquement en anglais par un immigrant indien tenant un dépanneur sur le plateau Mont-Royal, le quartier d'enfance de Michel Tremblay!

Quel choc de me faire expliquer par un ami, fraîchement débarqué du Maroc, que beaucoup de ses amis marocains, pourtant de langue maternelle française, décident d'aller s'installer dans les quartiers anglophones et de vivre uniquement en anglais. J'ai même appris que certains immigrants ne savent pas que le Québec est francophone...

Ce bref séjour à Montréal m'a brutalement fait réaliser comment le statut du français au Québec est précaire. En effet, à Québec, jamais on ne pourrait imaginer un quelconque danger de voir

disparaître notre langue. Parler ici de la survie du français tient presque de la métaphysique, de l'abstrait; cela revient à s'interroger sur le sexe des anges. Mais à Montréal, je constate que la menace est tout ce qu'il y a de plus réel.

Par ce texte, je ne veux pas livrer un témoignage xénophobe, anti-immigration et ethnocentrique, bien au contraire. Je suis de la génération qui a probablement le plus voyagé, la plus ouverte sur le monde.

Je n'ai rien non plus contre les anglophones; la plupart de ceux que j'ai rencontrés dans ma vie étaient bien sympathiques.

HÉRITAGE

Cependant, une chose m'est chère plus que tout: ma langue. Elle constitue mon héritage le plus précieux et porte en elle toute mon histoire. C'est elle qui définit mon identité. Je la revendique au nom de la diversité culturelle qui rend le monde si intéressant, dans sa différence.

Je n'ai aucune raison d'en avoir honte. Ne voyez pas ici un discours partisan, souverainiste ou fédéraliste; je déteste la partisanerie. Pour moi, la survie du français au Québec va bien au-delà des allégeances politiques.

Avec un taux de natalité négatif, la croissance démographique du Québec dépend essentiellement de l'immigration. Le choix de langue que feront les nouveaux arrivants sera crucial pour la survie du français en Amérique du Nord. Cependant, les immigrants ne sont pas les seuls responsables de l'avenir du français. Les Québécois ont leur large part de responsabilité.

Leur attitude, leur détermination à conserver leur langue est primordiale, essentielle. Mais est-ce que les Québécois tiennent vraiment à livrer ce combat? J'ai peur de la réponse. En effet, il règne actuellement au Québec un climat de défaitisme et d'indifférence presque généralisés en ce qui a trait à la langue. Ne sont à la bouche que «il faut parler des vraies affaires» ou «on en a assez des idées dépassées». Mais en quoi la langue n'est-elle pas une vraie affaire et en quoi est-elle une idée dépassée? Pour les raisons citées plus haut, je n'ai jamais vu autant la nécessité d'en parler.

*«Et moi je sens en moi
Dans le tréfonds de moi
Pour la première fois
Malgré moi malgré moi
Entre la chair et l'os
S'installer la colère»
Félix Leclerc*

Traitons nos infirmières avec égards

Antoine Hakim

Charlesbourg

J'étais ahuri et éberlué d'entendre aux nouvelles que nos infirmières, qui sont des êtres délicats et sensibles, sont, parfois, victimes de violence verbale et même physique de la part de certains patients dans nos établissements de santé.

Je n'étais pas un grand fervent de séjours aux hôpitaux, mais après quelques séjours obligatoires à l'hôpital de l'Enfant-Jésus, j'ai changé complètement d'avis, et ce, à la suite des soins extraordinaires qui m'ont été prodigués dont le soulagement, le réconfort, le traitement humain et l'humilité indescriptible de la part de nos gentilles infirmières malgré leurs tâches multiples et difficiles, surtout après les restrictions budgétaires; elles ont mis les bouchées doubles et se sont transformées en intrépides pour garder la haute qualité des soins qu'exige leur vive conscience à travers leur noble profession.

J'ai fait des séjours et fréquenté la chirurgie, la pneumologie, l'inhalation-thérapie, la cardiologie, l'urologie, la neurologie et l'endocrinologie; partout où j'étais dans tous ces départements, je n'ai constaté que le dévouement, l'empressement, la compétence et la compassion, sans aucun signe d'impatience ou de colère.

Un autre établissement que je fréquente régulièrement, c'est le CLSC La Source de la 7^e Rue Est. J'y ai trouvé un accueil chaleureux, le sourire éternel et le professionnalisme à son meilleur.

MEILLEURS SYSTÈMES

J'ai vu et essayé ailleurs dans le domaine de la santé et je suis en mesure de faire la part des choses et de constater, sans équivoque, la différence qui me permet d'apprécier ce que nous avons entre les mains que je peux qualifier, sans hésitation, d'un des meilleurs systèmes au monde.

Traitons nos infirmières impavides avec égards et gratitude car, elles, de leur côté, nous traitent avec humilité, respect, bienveillance et amour.

Hommages aux dirigeants, médecins, infirmières, techniciens, secrétaires, préposés ainsi que tous ceux et celles qui œuvrent dans nos établissements de santé.

Remerciements sincères et reconnaissance profonde à tous et à toutes.



La famille Mehdizadeh voulait qu'une des leurs puisse venir au chevet de la mère.

FAMILLE MEHDIZADEH

Une requête légitime

Difficile de comprendre pourquoi la fille ne pouvait venir voir sa mère

Yvon Gamache

Québec

J'ai bien apprécié l'efficacité de l'article du SOLEIL intitulé *SOS de la famille Mehdizadeh à Immigration Canada*, en date du 16 mai dernier. Par cet article, les fonctionnaires d'Immigration Canada furent confrontés à un fait accompli qui les exhortait à une plus grande ouverture face aux demandes de visa pour des considérations humanitaires.

Ce que je trouve déplorable, c'est qu'il fut nécessaire à la famille iranienne de recourir aux médias afin de sensibiliser les autorités canadiennes d'immigration à la légitimité et à l'urgence de sa demande pour permettre à la fille toujours en Iran de visiter sa mère mourante à Québec.

MANQUE D'EMPATHIE

Il est décevant qu'un pays comme le Canada, qui s'est pourtant montré avant-gardiste à l'égard du statut des immigrants, fasse preuve d'un manque d'empathie et de considération envers une famille pourtant déjà durement éprouvée par la maladie. Les considérations humanitaires devraient pourtant prévaloir pour l'obtention d'un visa lorsqu'il s'agit de situations aussi graves comme la maladie.

Les événements du 11 septembre 2001 ne constituent en aucune façon un alibi pour nous dissocier de nos valeurs de solidarité à l'égard des autres peuples.

Pauvre Saint-Laurent

Souvenirs de pêche miraculeuse

Rosaire Gravel

Baie-Saint-Paul

À Baie-Saint-Paul, au début des années 50, les pêcheurs d'éperlans et de poulamons qui ne surveillaient pas leurs cannes à pêche ou qui employaient des lignes de faible résistance se voyaient «dégreyer» par surprise ou voyaient leur canne de roseau arrachée des mains et filer vers le large. On avait vite fait d'identifier le responsable grâce aux vieux pêcheurs qui s'écriaient: «Le bar est revenu.»

En effet, il y en avait beaucoup autrefois dans la région de Montmagny et de Rivière-Ouelle. Du côté nord, on en prenait à partir de Château-Richer jusqu'à Saint-Joseph-de-la-Rive. On le pêchait en chaloupe avec comme appât des sardines ou des éperlans. Il est revenu un printemps sans que personne ne sache pourquoi... On prétend que la canalisation du Saint-Laurent aurait détruit les frayères.

Dans le temps, j'ai moi-même fait des pêches quasi miraculeuses près du chenal, face à l'île aux Coudres. Je descendais avec la marée en suivant le lit de la rivière du Moulin, je pêchais jusqu'au montant et je reprenais le même chemin pour le retour avec deux ou trois bars qui pesaient en moyenne 10 à 12 livres chacun. Le bar est un poisson délicieux, cuit au four avec des oignons et de la crème tomate.



L'auteur dans les années où la pêche au bar donnait des résultats merveilleux.

Aujourd'hui, j'ai 75 ans et toujours grand amateur de pêche, je taquine la truite dans la ZEC des Martes ou dans le parc des Grands Jardins. De temps à autre, je vais sur le quai de Saint-Joseph-de-la-Rive où cinq ou six irréductibles essaient encore de prendre leur souper de peine et de misère... Je déplore la mort lente du fleuve.

CONTAMINÉ PAR LE MERCURE

Autrefois, au même endroit, l'éperlan mordait tant qu'on voulait. Aujourd'hui, il est contaminé par le mercure et par bien d'autres poisons qui tuent les bélugas lentement mais sûrement. Je vais encore pêcher sur le quai de Saint-Joseph-de-la-Rive et souvent je reviens bredouille, ce qui n'arrivait jamais autrefois.

Le samedi 4 mai, dans le cahier des sports du SOLEIL, en page six, j'aperçois une petite annonce en faveur de la réintroduction du bar rayé dans le Saint-Laurent; j'en suis à 100 %. Je déplore seulement que l'annonce en question soit timidement placée sur quelques pouces carrés en bas d'une page, alors qu'elle aurait pu couvrir toute la page avec les promoteurs de cette initiative bien identifiés. Je souhaite également que les pauvres alevins qu'on déposera dans les eaux polluées de notre majestueux fleuve réussissent à s'habituer à cette soupe immonde.



L'édifice situé au 650, Wilfrid-Laurier.

La vente de l'édifice du YMCA nous laisse sans garderie

Nathalie Mercier et Sandra Delaney

Pour le comité de parents de la garderie l'Encrier, Québec

L'édifice situé au 650, Wilfrid-Laurier a été vendu à Alain Girard, propriétaire de l'hôtel Château Laurier, par la société immobilière du Québec. Ce bâtiment héberge une garderie, un centre-jour, une prématernelle, des installations sportives et des camps d'été y sont offerts pour les jeunes. M. Girard demande donc au YMCA de quitter les lieux pour le 1^{er} juin prochain, à moins de deux semaines d'avis. Il veut démolir le beau bâtiment (on croirait revivre la saga de l'église Saint-Patrick) pour en faire un stationnement sans avoir besoin d'un permis. Notons qu'à Québec nous avons besoin d'un permis pour abattre un arbre sur notre terrain et installer une soucoupe parabolique.

La ville de Québec a d'abord refusé la construction d'un hôtel cinq étoiles, confirmant la vocation communautaire de l'édifice. La SIQ a ensuite approché le YMCA pour lui proposer l'achat de l'édifice. Le YMCA était à préparer une offre d'achat. Pourquoi la SIQ a vendu à M. Girard sans aviser le YMCA?

PERTES D'EMPLOIS

Le 1^{er} juin prochain, plusieurs parents se retrouveront sans garderie et plusieurs personnes dévouées perdront leur emploi. Les listes d'attente étant très longues, la majorité des parents ne retrouveront jamais une place en garderie pour leur enfant. Quel stress... Comment dire à nos enfants que la garderie est fermée pour toujours?

Le gouvernement du Québec, propriétaire de la SIQ, promet d'ouvrir plus de garderies mais permet d'en fermer une. Il s'inquiète de l'aminçissement de la couche d'ozone mais favorise encore l'automobile. Les urgences sont débordées mais il n'encourage pas la prévention par l'activité physique. La ville de Québec veut se refaire une beauté mais ne semble pas comprendre par ses erreurs passées et veut démolir le beau pour le remplacer par le laid. Que d'aberrations...

Finalement, Monsieur Girard, nous espérons que les gens qui s'entraînent au YMCA n'utiliseront pas votre stationnement pour aller courir sur les Plaines et que votre conscience sociale, si vous en avez une, vous fera aussi mal dormir que nous, les parents.

POSTES CANADA

Un employé anglophone débouté en cour

MONTREAL (PC) — Un juge de la Cour supérieure a rejeté vendredi la requête d'un employé anglophone de la Société canadienne des postes, Alan Greer, qui soutenait avoir été congédié parce qu'il voulait travailler dans sa langue natale.

Le juge Vital Cléche a penché en faveur de la société d'État, dont l'avocat, Robert Skelly, a estimé que la requête devait être rejetée parce que l'affaire allait être entendue par un tribunal d'arbitrage ayant compétence dans ce domaine, en vertu de la législation du travail.

M. Cléche a accepté l'argument soumis par la société postale, selon laquelle tous les aspects de cette affaire, incluant la question des droits constitutionnels de M. Greer, relevaient des attributions du conseil d'arbitrage.

L'avocat de M. Greer, Simon LaHaie, a indiqué vendredi que son client pourrait en appeler de cette décision.

Alan Greer avait demandé à la cour qu'elle ordonne sa réintégration immédiate tout en exigeant de la Société canadienne des postes qu'elle cesse la discrimination linguistique dont il prétend avoir été l'objet.

ENTENTE AVEC LES INNUS

Ottawa aurait signé

SAINT-BRUNO (PC) — L'entente de principe intervenue en avril entre le Québec et les Innus de l'ouest de la Côte-Nord aurait été paraphée par Ottawa, dernière étape avant la mise en application de la convention, rapporte Le Progrès-Dimanche.

L'entente, qui prévoit le versement d'un montant global de 350 millions \$, touche les Innus de Mashteuiatsh (Pointe-Bleue), Essipit, Betsiamites et Natashquan. Leur territoire passera à 567 km², doublant la superficie actuelle et ils seront éventuellement libérés de la tutelle fédérale.

Les négociateurs des trois parties concernées, à savoir Louis Bernard pour le Québec, Rémy Kurtz pour le Conseil tribal Mamuitun et André Maltais pour le fédéral, auraient apposé leur signature, a déclaré au Progrès-Dimanche Alain Nepton, conseiller responsable aux négociations gouvernementales pour Mashteuiatsh. «Ottawa a hésité quelque peu comme on l'a vu tout récemment, mais il a, selon ce que nous avons obtenu de source généralement très bien informée, signé le document négocié auparavant.»

RECHERCHE SUR L'ARTHROSE

Patients recherchés :

- Patients âgés de 50 ans ou plus
- Avec arthrose (genou, hanche, main ou colonne)

But du projet :

Évaluer l'efficacité et la sécurité d'un nouvel anti-inflammatoire.

Caractéristique de la médication :

Possibilité d'avoir moins d'effets secondaires pour l'estomac en comparaison avec les anti-inflammatoires déjà sur le marché.

Durée de l'étude :

52 semaines

Pour plus d'informations, communiquez au (418) 656-4141 poste 7624

*Ce projet a été approuvé par le Comité d'éthique de la recherche clinique du CHUL-CHUQ (Dossier 48.05.09)

PAVILLON CHUL

Harper a vite compris que le salut passe par l'Ontario

Le chef de l'Alliance demeure réaliste quant à ses perspectives d'avenir

RAYMOND GIROUX

RGiroux@lesoleil.com

■ OTTAWA — Le pouvoir passe par l'Ontario. L'Albertain Stephen Harper, nouveau chef de l'Alliance canadienne, un parti fondé sur la révolte des habitants de l'Ouest contre le pouvoir du Canada central, a compris ce principe fondamental de la vie électorale.

Successeur de Stockwell Day, M. Harper joue de la politique sur une tout autre gamme. «Je veux proposer des objectifs réalistes pour notre parti, dit-il en entrevue au SOLEIL. Avec les sondages actuels, je ne peux pas dire que nous sommes en voie de former un gouvernement majoritaire.»

Les plus récents coups de sonde donnent 19 % des votes à l'Alliance canadienne et 16 % aux conservateurs de Joe Clark, les libéraux recueillant une bonne moitié des intentions de vote, des données que M. Harper juge très bonnes «à ce stade du cycle politique».

«Aujourd'hui, avec ces chiffres, nous serions facilement réélus comme opposition officielle, et avec une bonne campagne électorale, nous pourrions nous retrouver le deuxième plus grand parti dans un Parlement éventuellement minoritaire.

«Dans un tel scénario, nous pourrions être au pouvoir à l'élection suivante, car cette élection servirait à choisir un gouvernement entre les deux premiers partis. Les trois autres partis, à son avis, seraient sévèrement battus lors de ces élections.»

L'Alliance est un peu victime d'une culture politique qu'elle-même alimente. «Les Ontariens choisissent le gouvernement, explique M. Harper, alors dans l'Ouest les gens se demandent qui les représente le mieux.»

Les électeurs de l'Ontario «regardent quel parti peut de manière crédible former le gouvernement, et trop de gens ne nous ont pas perçus comme tels. Nous n'avons pas été vus comme assez professionnels, compétents et disciplinés pour former le gouvernement», avoue le chef.

PROGRAMME

«Notre programme importe peu, dans ce contexte, dit-il. Je ne crois pas que nos politiques fondamentales nous empêchent d'aucune manière de gagner une élection fédérale. Nous ne sommes pas philosophiquement si différents du gouvernement Harris, par exemple, qui a gagné deux majorités consécutives en Ontario.

«Ma politique est de défendre vigoureusement les droits, les compétences et les pouvoirs des provinces. Cette approche a beaucoup d'appui pas seulement dans l'Ouest et au Québec, mais aussi de plus en plus en Ontario, dit M. Harper.

«Le premier ministre canadien doit diriger le gouvernement fédéral dans ses champs de compétence, et ne pas me-



Les plus récents sondages donnent 19 % aux troupes de Stephen Harper.

nacer d'intervenir dans les pouvoirs des provinces sauf sur la base de la coopération.»

Mais qu'est-ce qui distinguerait un gouvernement Harper d'un gouvernement Chrétien? «Si j'étais premier ministre, il y a un tel éventail de sujets sur lesquels je serais différent de M. Chrétien!, s'esclaffe-t-il en rappelant d'abord les différences sur le plan des politiques.»

«Il y a des choses à apprendre de son style, mais fondamentalement, je serais plus activiste. Je dirigerais un gouvernement de style différent du style actuel «vieux Québec» où vous lancez de l'argent à gauche et à droite.

«Cette politique de M. Chrétien est déphasée même auprès des électeurs québécois. La tendance dans la province ces dernières années a été de s'éloigner de ces pratiques, dit-il.

«Une des raisons de la popularité du Bloc est justement un rejet des pratiques politiques libérales, et non seulement un refus du fédéralisme ou du Canada. La politique des drapeaux n'aide pas le Canada au Québec, elle lui nuit. Ce n'est pas vu de manière plus positive au Québec que n'importe où ailleurs.

«Quand les gens vont décider qui est le démagogue, ce ne sera pas moi qui serai montré du doigt. Une partie des problèmes que connaîtront ce parti et ce premier ministre avec quelqu'un de ma génération est que nous rions simplement des accusations de racisme ou d'antifrançophone» que les libéraux leur infligent régulièrement.

Économiste, M. Harper poursuivrait cependant les politiques libérales sur deux questions majeures : le libre-échange et le dollar canadien.

«Je suis libre-échangiste, dit-il tout de go lorsqu'on l'interroge sur la Zone de libre-échange des Amériques, même si les attrapes se retrouvent toujours dans les détails.»

Quant à une monnaie commune pour les Amériques, M. Harper soutient que les Américains n'ont aucun intérêt à partager le contrôle de leur devise, et que par conséquent il n'y a aucune possibilité d'en arriver à une vraie monnaie continentale.

«Nous sommes mieux de travailler à consolider la valeur de la monnaie canadienne», dit-il.

ERREUR



Ça vous énerve de me voir apparaître de même, hein ?
Aviez-vous oublié de sauvegarder votre document ?
Essayez-vous d'installer un nouveau jeu en sachant très bien que je n'ai pas assez de mémoire ? Peut-être que vous ne possédez pas la pièce essentielle à mon bon fonctionnement ?
Entéka... Je viens de planter encore une fois. Vous êtes cuit. Ha ha ha.
Une erreur fatale pour votre santé mentale.

Redémarrez

Et repensez votre ordinateur.

Le plus grand fabricant d'ordinateurs dans l'est du pays ouvre ses portes au public pour la première fois en 14 ans. C'est comme si 450 détaillants se rassemblaient au même endroit avec des ordinateurs neufs, d'autres remis à neuf et toutes les pièces pour tout remettre à neuf. Vous trouverez ce que vous voulez, il n'y a pas d'erreur.

31 mai, 1^{er} et 2 juin seulement

CYBERNÉTIQUE, 3220, avenue Watt, Ste-Foy. Sortie Blaise-Pascal de l'autoroute 40



CYBERNETIQUE
technologie
manufacturier d'ordinateurs

Le plus grand fabricant d'ordinateurs
personnels dans l'est du pays.

L'EST ET LA CÔTE-NORD

LES 15 ANS DE L'INSTITUT MAURICE-LAMONTAGNE

Les sciences de la mer deviennent de plus en plus populaires

CARL THÉRIAULT
Collaboration spéciale

MONT-JOLI — L'Institut Maurice-Lamontagne de Mont-Joli s'est transformé pendant trois jours en une école de formation populaire des sciences de la mer à l'occasion de son 15^e anniversaire de fondation.

L'opération Portes ouvertes de l'Institut débutée vendredi se poursuit jusqu'à 16h aujourd'hui. Plusieurs surprises attendaient les jeunes élèves de l'école Saint-Jean-Vianney qui visitaient pour la première fois le deuxième plus important centre de recherche en sciences de la mer du monde francophone après celui de Brest, en France.

«C'est impressionnant. Monter à bord du bateau (la vedette hydrographique *Guillemot*), regarder les cadrons et voir les squelettes de baleines et de phoques. Il y a beaucoup de choses à voir», a confié Michael Girard, 11 ans, de l'école Saint-Jean-Vianney, dans la vallée de la Matapédia.

D'autres étudiants avaient des buts plus ciblés. «Nous sommes venus voir s'il pouvait y avoir des emplois scien-

tifiques dans ce secteur pour la région. C'est très grand et impressionnant d'avoir un tel centre si proche de chez nous», a exprimé Karine Lechasseur, étudiante en sciences de la nature au cégep de Matane arrêtée à l'un des 31 kiosques.

En 15 ans, les réalisations du centre de recherche océanographique auront été nombreuses et plusieurs d'entre elles ont eu un effet direct sur le quotidien des pêcheurs comme des consommateurs.

La pêche au crabe des neiges est gérée selon un cycle de cinq ans d'abondance et trois ans de rareté. L'IML a aussi mis au point un logiciel d'analyse des données hydro-acoustiques adopté comme standard international et une expertise concernant l'utilisation de sondeurs multifaisceaux reproduisant les détails du fond marin, une technologie maintenant employée sur la côte est américaine.

Les chercheurs d'IML ont aussi découvert l'année dernière un important critère sous-marin, près de Sept-Îles, développé une technique douce de nettoyage des rives polluées par des déversements de pétrole, établi un réseau de stations de mesure de

niveau d'eau dont les données sont requises en temps réel ainsi qu'un système de prédiction du niveau des marées permettant d'anticiper des débordements.

«Le nombre de projets est en croissance à l'Institut. C'est un travail considérable qui est abattu à chaque année par nos 400 chercheurs et techniciens. Nos collaborations sont aussi nombreuses avec le niveau universitaire et l'entreprise privée», a souligné Jean Boulay, directeur de l'Institut Maurice-Lamontagne et directeur régional de la recherche scientifique à Pêches et Océans.

Près de 180 jeunes provenant de 16 universités ont complété une thèse sous la codirection de chercheurs d'IML.

L'Institut fournit des avis scientifiques au gouvernement sur les stocks de poissons du golfe Saint-Laurent, effectue des recherches dans les domaines de l'océanographie, de l'hydrographie et des cartes de navigation en plus de s'occuper du développement de l'aquaculture.

Au moins 7 millions \$ ont été investis à l'IML depuis 1999, un Institut qui dispose d'un budget de 30 M\$.

ÉPANDAGE DE LISIER

Amqui appelle l'UMQ à l'aide

Les élus réclament plus de pouvoir

HENRI MICHAUD
Collaboration spéciale

■ AMQUI — Les élus d'Amqui demandent à l'Union des municipalités du Québec de faire pression sur le gouvernement péquiste afin d'obtenir de nouveaux pouvoirs pour contrôler l'épandage du lisier, en marge du projet de loi 106.

«Ce projet de loi modifie diverses dispositions législatives concernant le domaine municipal, indique le maire de la localité, Gaëtan Ruest. À notre avis, les élus locaux devraient obtenir certains pouvoirs additionnels, notamment en ce qui a trait à l'épandage du lisier.»

Selon M. Ruest, «cette activité devrait être considérée comme un usage conditionnel, au sens de l'article 24 de la nouvelle loi».

La demande officielle doit être adressée dans les prochains jours.

Mais, pour le maire d'Amqui, le temps presse. Québec doit adopter, d'ici le 15 juin, de nouvelles dispositions régissant la production porcine. Or, l'épandage de lisier présente, à ses yeux, un risque élevé de contamination de l'eau potable.

Pour le moment, l'article 24 du projet de loi 106 prévoit que «le règlement ne peut viser les activités agricoles au sens de la Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles». Toutefois, devant la controverse entourant l'industrie porcine, «Québec aurait ainsi l'occasion de laisser aux municipalités le soin de protéger leur territoire», croit M. Ruest.

Le maire d'Amqui n'est pas seul dans son camp. Le maire de Bécancour, Maurice Richard, va même plus loin. «Il faut revoir la totalité du projet de loi 106. Certaines dispositions des articles 20 et 24 semblent contradictoires.»

«Nous ne sommes pas contre les fermes porcines mais elles doivent demeurer de grosseur familiale, ajoute l'élu municipal. Nous espérons donc des contrôles additionnels, en juin, et de véritables pouvoirs concernant les épandages.»

M. Richard craint que Québec demande aux municipalités de jouer à la police environnementale en leur accordant le pouvoir de faire des inspections sans leur accorder le contrôle sur l'épandage des lisiers. «De plus, les localités ne sont avisées que lorsqu'elles sont en surplus de lisier. C'est le cas, entre autres, dans Richelieu-Yamaska.»

Le maire Richard réclame également une meilleure écoute gouvernementale. «Il faut écouter la population. Les gens sont loin d'être des imbéciles.»

Le président de l'Union paysanne est favorable à l'idée d'inclure les lisiers dans le règlement sur les usages conditionnels. «Le gouvernement permet aux localités, et aux MRC, de réglementer l'aménagement de leur territoire, sauf les usages agricoles, lance Roméo Bouchard. Il faut que, par des moyens quelconques, les localités puissent intervenir sur leur territoire.»

Toute intervention, quelle qu'elle soit, ne saurait être arbitraire. «Il faut que les localités justifient leur réglementation. Et ce n'est pas simple. Il faut notamment réaliser des études hydrologiques.»

M. Bouchard «déclare que l'épandage de lisier échappe au contrôle des municipalités».

La Vallée de la Matapédia essaie de mettre un frein au développement probable de l'industrie porcine sur son territoire. Elle vient d'ailleurs d'adopter un règlement de contrôle intérimaire pour limiter les fortes odeurs sur son territoire.



Michael Girard



Le capitaine Jean-Paul Michaud prévoit quitter la Gaspésie en juin pour fonder un orphelinat en Haïti.

Plein de projets pour aider Haïti

Entre autres choses, le capitaine Michaud part y fonder un orphelinat

HENRI MICHAUD
Collaboration spéciale

■ SAINTE-ANNE-DES-MONTS — À peine débarqué au Québec, le capitaine Jean-Paul Michaud planifie déjà son retour en terre haïtienne, cette fois pour y fonder un orphelinat.

«Une fondation vient d'être créée, confirme le capitaine tourellois, âgé de 69 ans. Elle permettra l'aménagement d'un orphelinat, près de Port-au-Prince, où nous pourrions accueillir près de 150 enfants haïtiens.»

La Fondation recueillera des dons de Québécois intéressés à aider les habitants de ce pays des Caraïbes. «Les dons en argent serviront à fi-

nancer une partie des opérations de l'orphelinat. Nous avons également besoin de livres et de matériel scolaire, de machines à coudre, de fers à repasser, de tissu, d'ordinateurs, de vitamines et d'onguent antibiotique», précise Jean-Paul Michaud.

L'organisme sans but lucratif compte également venir en aide à *La Baraque à Pierre*, un navire ramené sur la terre ferme et transformé en hôpital.

Les sommes recueillies permettront également de financer l'achat de navires qui, une fois en Haïti, seront utilisés pour le transport de passagers. Les Taxis Soudlo aideront au financement des activités de l'orphelinat, précise M. Michaud.

Le capitaine a d'ailleurs acquis un navire de bois, long de 45 pieds, pour

le transformer en bateau-taxi.

Le loup de mer va plus loin. Il souhaite créer une société qui veillerait au développement de la pêche, au large des côtes haïtienne. «Notre objectif est de réunir quatre bateaux pour pêcher en Haïti, l'hiver. D'ailleurs, ils pourraient servir 12 mois par année.»

Un projet de gîte privé d'une quinzaine de chambres est également piloté par des intérêts gaspésiens.

Le capitaine Michaud a effectué plusieurs séjours, depuis 1995, dans ce pays aux prises avec de fréquents soubresauts politiques. L'homme a d'ailleurs réalisé des missions à caractère humanitaire pour favoriser le développement de ce coin de la planète.

Un orphelinat, des bateaux taxis, un hôpital...

Le saviez-vous ? 24/34

AU TRAIT-CARRÉ DE CHARLESBOURG UN MOULIN DES JÉSUITES

Dans la nouvelle ville de Québec, l'observateur attentif découvre de nombreux éléments de la Nouvelle-France. À l'angle sud-est du boulevard Henri-Bourassa et de la 80^e Rue, par exemple, le moulin des Jésuites rappelle l'époque où ces derniers étaient les seigneurs des lieux.

Débarqués à Québec en 1625, les Jésuites rejoignirent d'abord les Récollets, qui les logèrent. Un an plus tard, ils recevaient, sur la rive nord de la Saint-Charles, la terre de Notre-Dame-des-Anges, qui deviendra une seigneurie. La même année, ils se construisirent une résidence là où se trouve aujourd'hui le parc Cartier-Brébeuf. Puis, en 1665, dans les limites de leur seigneurie, ils réalisèrent le trait-carré de Charlesbourg, avec son plan en étoile conçu pour regrouper les maisons et les habitants et leur assurer une meilleure défense contre les incursions iroquoises.

À l'époque, les seigneurs avaient le devoir de construire et d'entretenir un moulin banal où les habitants faisaient moudre leur grain. À l'est du trait-carré, il y avait un ruisseau. C'est sur ce ruisseau que, entre 1733 et 1744, les Jésuites firent construire leur moulin à grande roue et son logis du meunier.

En 1800, à la mort du père Casot, le dernier des Jésuites de la Nouvelle-France, le vieux moulin devint propriété de la Couronne, qui le loua à des meuniers jusqu'à la fin du régime seigneurial en 1854 puis le vendit à des entrepreneurs privés qui lui firent connaître des années mouvementées : il fut tour à tour une manufacture d'allumettes, une boutique de forge et une usine de fer ornemental. Enfin, en 1982, propriété de la Ville de Charlesbourg, il a été restauré et a retrouvé son aspect d'origine. On chercherait cependant en vain le ruisseau sur lequel il a été construit : ce cours d'eau a été enfoui sous terre, et le moulin des Jésuites est devenu un centre d'interprétation de l'histoire du Trait-Carré.

Jean-Marie Lebel

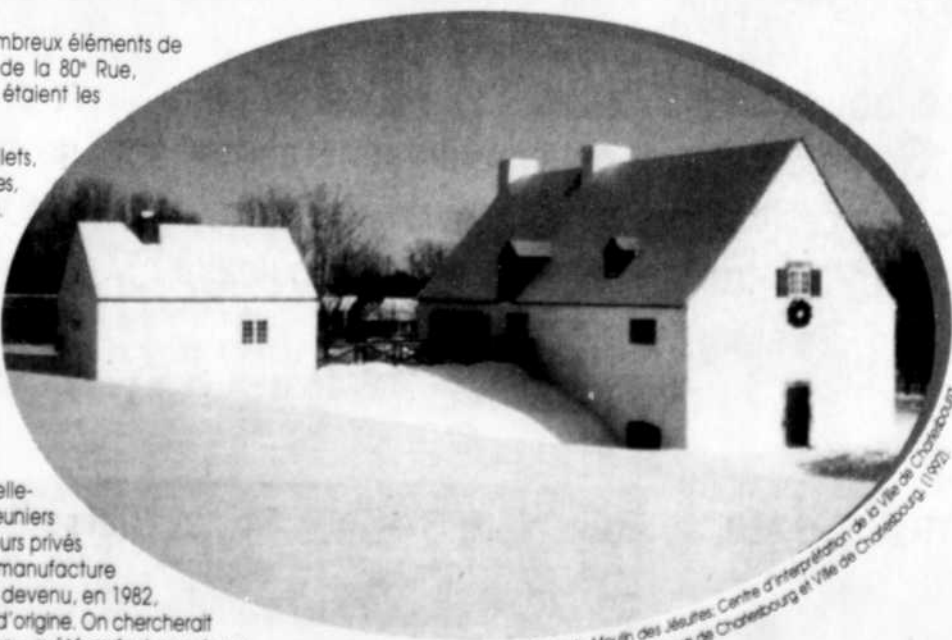


Photo : Tête de Moulin des Jésuites. Centre d'interprétation de la ville de Charlesbourg.

Répondez à la question et vous pourriez mériter un séjour dans la capitale nationale d'une valeur de 400 \$ ou un des quatre coffrets-cadeaux « Québec, une passion qui se lit » comprenant trois ouvrages de la Bibliothèque de la capitale nationale.

Question numéro 24 :

Un peu à l'est du Trait-Carré de Charlesbourg, on retrouve un autre exemple d'occupation du territoire suivant un plan en étoile. Nommez-le.

Réponse :

Retournez ce coupon à :

Concours « Le saviez-vous ? », Case postale 15180, Québec (Québec) G1K 7X2 avant le 31 mai 2002 ou déposez-le au quotidien Le Soleil, 925, chemin Saint-Louis, Québec. Tirage le 31 mai, 14 h 30.

Nom :

Adresse :

Ville :

Téléphone (jour) :

Téléphone (soir) :

Règlements disponibles au quotidien Le Soleil ou aux bureaux de la Commission de la capitale nationale du Québec.

Réponse de la capsule n° 23 :

La seigneurie de Maur



COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE

Québec

LE SOLEIL

Quand Québec et Lévis dévoilent leurs secrets

LE CIEL DE JUIN

Vénus, dans toute sa beauté

PIERRE LACOMBE
Collaboration spéciale

■ Les grandes conjonctions planétaires des derniers mois se terminent au cours du mois de juin. Pour la planète Vénus, les prochaines semaines s'annoncent cependant extrêmement favorables. Elle devient plus brillante de jour en jour et s'élève toujours plus haut au-dessus de l'horizon ouest. Elle pourra donc être observée dans toute sa beauté pendant tout le mois de juin.

Le mois de juin débute avec une rencontre très rapprochée des deux planètes les plus brillantes, Vénus et Jupiter. En fait, la distance apparente qui les sépare sera au minimum le soir du 3 juin; les deux planètes ne seront alors qu'à un degré et demi l'une de l'autre. Un spectacle céleste éblouissant s'offrira ainsi aux observateurs, les deux planètes brillantes se détachant sans difficulté dans le ciel bleu sombre du crépuscule.

Au cours des jours qui vont suivre, Vénus s'éloignera de Jupiter et s'élèvera de plus en plus au-dessus de l'horizon ouest dès le coucher du Soleil. La planète Jupiter, quant à elle, glissera lentement vers la lueur du Soleil et deviendra de plus en plus difficile à repérer. À la fin du mois, elle aura de la compagnie: la planète Mars. Au début de juin, Mars, beaucoup moins brillante, se trouvait déjà sous le duo étonnant Vénus-Jupiter. Maintenant, à la fin du mois, Mars et Jupiter se retrouvent côte à côte, tout juste au-dessus de l'horizon nord-ouest.

Un mince croissant de Lune se retrouvera près de Jupiter le soir du 12 juin et ensuite près de Vénus, le 13 juin. Une excellente occasion pour les photographes de saisir sur pellicule ces rencontres célestes hautes en couleur. De même, le 20 juin, Vénus se trouvera près d'un superbe amas d'étoiles de la constellation du Cancer, appelé l'amas de la Ruche ou M44 en l'honneur de l'astronome français Charles Messier (1730-1817). Une paire de jumelles s'avère essentielle pour apprécier la proximité de Vénus avec l'amas M44.

UN ANNEAU DE SOLEIL

Une éclipse annulaire de Soleil sera visible dans l'océan Pacifique les 10 et 11 juin prochains. La Lune s'interposera bien entre la Terre et le Soleil, mais son diamètre apparent sera légèrement plus petit que celui du Soleil. Il n'y aura donc pas d'éclipse totale mais plutôt une éclipse annulaire de Soleil le long de la bande d'éclipse qui débute au nord de l'Indonésie, traverse l'océan Pacifique et se termine sur la côte ouest du Mexique, à quelques kilomètres au sud de Puerto Vallarta.

En Amérique du Nord, seuls les habitants de l'ouest du continent pourront pleinement profiter d'une belle éclipse partielle de Soleil. Au Québec, l'éclipse partielle sera à peine visible, quelques minutes seulement avant le coucher du Soleil, et ce, que pour les gens demeurant dans l'ouest de la province, principalement dans l'Outaouais, en Abitibi et au Témiscamingue.

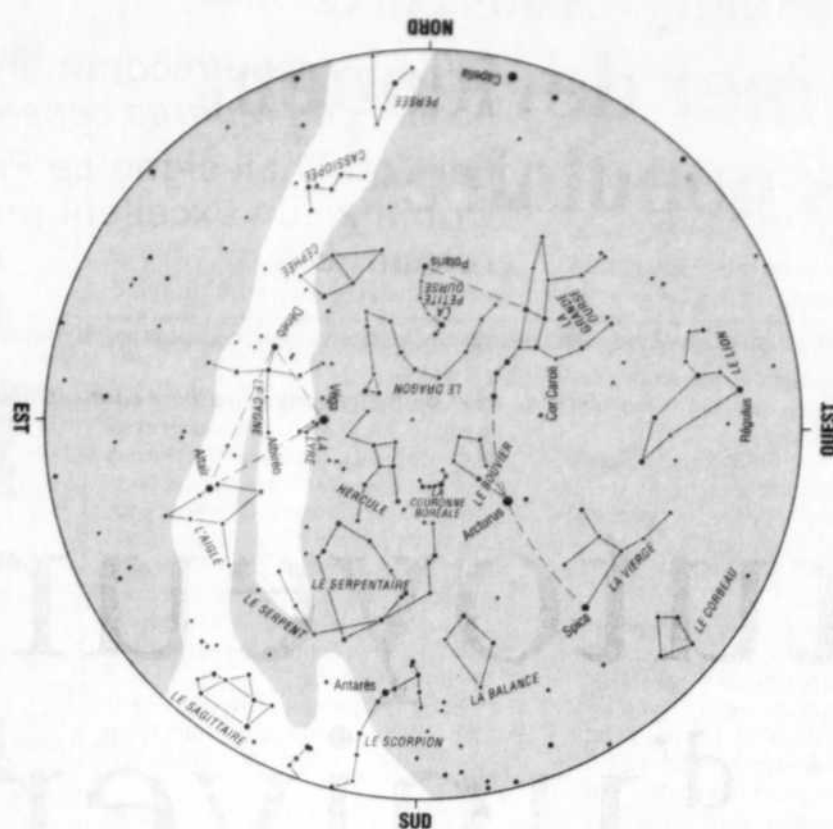
Parce que la bande de l'éclipse traverse la Ligne internationale de changement de date, l'éclipse semblera débiter un jour après qu'elle soit terminée! Les premières personnes qui observeront l'éclipse se leveront tôt le matin du 11 juin dans le sud-ouest de l'Asie. Les derniers observateurs contempleront l'éclipse en début de soirée le 10 juin. Cocasse, n'est-ce pas?

HIVER OU ÉTÉ?

Le solstice d'été, qui marque le début de l'été dans l'hémisphère Nord et le début de l'hiver dans l'hémisphère Sud, aura lieu cette année le 21 juin à 9h24, heure avancée de l'Est. Notons, cependant, qu'avec les écarts de température des dernières semaines et une météorologie très variable, beaucoup de personnes demeurent perplexes quant à la véritable saison qui débutera le 21 juin prochain!...

Bonnes observations!
Pierre Lacombe est astronome au Planétarium de Montréal.

À l'affiche au Planétarium de Montréal: On a trouvé au cours des dernières années des planètes en orbite autour d'autres étoiles, mais aucune d'elles ne ressemble à la Terre. Pourquoi? Mille milliards de planètes fait le point sur le sujet. Pour les huit ans et plus, présenté du mardi au dimanche à 13h15 et à 15h45. En soirée, pour les 12 ans et plus, nous vous proposons L'Astronomie des Pharaons et, à compter du 20 juin, Du big bang au big crunch, du jeudi au dimanche à 20h30. Et les samedis et dimanches matin, nous présentons Les Étoiles dans ma cour pour les sept ans et plus à 10h30. Renseignements et réservations de groupes: (514) 872-4530. Visitez notre site Internet au www.planetarium.montreal.qc.ca.



La carte représente le ciel tel qu'on pourra le voir à la mi-juin vers 23h30 (heure avancée de l'Est), une heure plus tard au début du mois, une heure plus tôt à la fin. Pour l'utiliser, tenez la carte au-dessus de votre tête, en alignant les points cardinaux. Les lignes pleines identifient les constellations, tandis que le pointillé fin montre les contours de la Voie lactée.

LA SANTÉ DE VOS OS EST IMPORTANTE!

Vous êtes une femme âgée de 55 à 80 ans et vous êtes ménopausée depuis 5 ans

- vous ne recevez pas de traitement contre l'ostéoporose
- vous ne prenez pas d'hormones.

Vous pourriez participer à un projet de recherche, d'une durée de 2 ans, portant sur le traitement de l'ostéoporose mené par une équipe expérimentée dans le domaine, sous la supervision du Dr Jacques Brown.

Si vous êtes admissible, vous recevrez gratuitement le médicament à l'étude (prise orale quotidienne vs prise orale mensuelle) ainsi que des suppléments de calcium et de vitamine D.

Ce projet a été approuvé par le comité d'éthique de la recherche clinique du CHUL du CHUQ (52.05.03).

Pour plus d'information communiquez avec Le groupe de recherche sur les maladies osseuses avec le Dr Jacques Brown.

Téléphone:
(418) 990-0751
(en tout temps)



LE SOLEIL
ABONNEZ-VOUS
686-3344
1 866 686-3344

36 versements

sans frais, sans intérêt*

sur toute la marchandise

83³³\$ par mois
6 mcx
2999"

11⁶⁶\$ par mois

16⁶⁶\$ par mois
Causeuse
599"

20⁸³\$ par mois
749"

12²²\$ par mois
Fauteuil
439"

16⁶⁶\$ par mois
Causeuse
599"

LA-Z-BOY
FAUTEUIL
BERÇANT ET INCLINABLE
419"

Beslisle
MOBILIER
DE SALON

RABAIS DE 100\$ INCLUS

TANGUAY

Livraison et service gratuits à la grandeur de la province

LES SAULES
4875, boul. de l'Ornière
1 800 563-4411
(418) 871-4411

BEAUPORT
535, boul. Sainte-Anne
1 800 563-4282
(418) 647-4282

LÉVIS
5726, boul. Étienne-Ouellet (angle Kennedy)
1 800 563-4511
(418) 833-4511

TROIS-RIVIÈRES
2288, boul. des Récollets
1 800 463-2200
(819) 373-1111

SHAWVILLE
622, boul. Sainte-Anne, Route 132
1 800 463-4411
(418) 725-4411

CHICOUTIMI
1990, boul. Talbot
1 800 363-4711
(418) 696-4411

RIVIÈRE-DU-LOUP
245, Hôtel-de-Ville
1 800 510-4711
(418) 867-4711

SAINT-GEORGES-DE-BEAUVE
8955, boul. Lacroix
1 877 293-4411
(418) 226-4411

* Sous réserve de l'approbation du service de crédit. Payez que les taxes de vente. Cartes de crédit acceptées.